Étude des crédits 2016-2017

Demandes de renseignements **particuliers** du **deuxième groupe** de l'opposition adressées au ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

Demande de renseignements du deuxième groupe d'opposition

#	Demandes de renseignements particuliers
1	Pour chacun des organismes, agences, ou autres relevant du ministère pour 2015-2016, indiquer : a) la liste des employés et des membres du conseil d'administration, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération ; b) la liste des personnes qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant : leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV ; c) leur frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.
2	Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2015-2016. Indiquer : a) le lieu ; b) le coût ; c) la ou les dates de participation ; d) le nombre de participants ; e) le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité ; f) le nom de la formation ou de l'activité.
3	Sommes dépensées en 2015-2016 (et prévisions pour 2016-2017) par le ministère et chacun de ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Ventiler selon la catégorie de dépenses, soit s'il s'agit d'achat de logiciels ou de licences, de matériel, d'entretien ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).
4	Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le ministère en 2015-2016, en indiquant pour chacun : a) son mandat ; b) la liste des membres ; c) le budget dépensé ; d) le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres ; e) les résultats atteints.
5	Nombre et pourcentage d'employés occasionnels par secteurs au ministère et dans chaque organisme qui en relève en 2015-2016 et comparaison avec les cinq années financières précédentes. Préciser pour chaque secteur et pour chaque année le nombre et le pourcentage d'employés devenus permanents.
6	Copie et détail de toute demande de réduction, de consolidation, d'optimisation des ressources et de moyens ou de compressions de dépenses, reçue par le ministère ou l'organisme qui en relève en 2015-2016. Fournir l'ensemble des échanges, correspondances ou autres à ce sujet. Fournir également la ventilation de toutes les compressions financières réalisées et à venir du ministère et des organismes qui en relèvent dans le cadre du Plan de retour à l'équilibre budgétaire pour chacune des années financières 2014-2015 et 2015-2016, ainsi que les prévisions pour 2016-2017.
7	Liste et copie de tous les sondages effectués par le ministère et par chaque organisme qui en relève en 2015-2016, en indiquant les coûts, le sujet et, le cas

#	Demandes de renseignements particuliers
	échéant, la firme retenue pour le réaliser.
8	Nombre total d'avis, juridiques et autres, commandés en 2015-2016 par le ministère ou le cabinet du ministre, ainsi que par chaque organisme qui en relève. Fournir la liste complète en indiquant les coûts, le sujet, le nom de l'organisme ou de la personne qui a réalisé l'avis et la date de réception.
9	Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2015-2016. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.
10	Liste et détail de tous les mandats donnés à la Société immobilière du Québec par le ministère et par chaque organisme qui en relève pour la location, l'achat, la décoration et les travaux divers en régie et/ou par sous-contrats en 2015-2016.
11	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2015-2016 : a) la liste de tous les concours et tirages réalisés ; b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix ; c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours ; d) la liste des concours qui ont pris fin.
12	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017 : • le nom de toutes les campagnes; • les coûts de ces campagnes; • le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser; • les dates de diffusion de la campagne; • les objectifs visés par chaque campagne.
13	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, la liste des programmes de financement ou de subventions, le montant global attitré au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun, pour 2015-2016 : a) le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention ; b) le nom du ou des organismes bénéficiaires ; c) le montant qui leur a été accordé. Fournir également la liste des projets qui ont été rejetés pour chaque programme.
14	Pour le ministère de chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2015-2016 : a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques; b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques; c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilé par instances ou organismes. d) le total des sommes investies en veille médiatique, ventilé par poste de dépenses (revue de presse, analyse de presse, etc.), les firmes externes ou

#	Demandes de renseignements particuliers
	consultants engagés à cette fin, ainsi que les sujets qui font ou ont fait l'objet d'une veille médiatique.
15	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, le nombre d'ETC affectés et les coûts reliés à la préparation de l'exercice d'étude des crédits budgétaires (incluant les réponses aux questions et les présences en commission parlementaire).
16	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, le total et la ventilation des créances et/ou amendes à recouvrer pour chacune des années 2010-2011 à 2015-2016, l'âge des créances (ventilé par années) et les moyens entrepris pour les recouvrer. Prévisions pour 2016-2017.
17	Pourcentage d'immigrants qui étaient sans emploi au 31 mars 2016.
18	Pourcentage d'immigrants qui bénéficiaient du Programme d'aide social du MESS au 31 mars 2016. Fournir la répartition régionale de ces immigrants.
19	Évolution du nombre d'employés pour chaque Centre local d'emploi (CLE) depuis l'année financière 2003-2004.
20	Liste des baux pour les espaces occupés par chaque Centre local d'emploi (CLE) incluant l'emplacement, la superficie du local, la superficie réellement occupée et la superficie inoccupée.
21	Évolution du nombre d'employés pour chacune des 17 directions régionales du Ministère depuis l'année financière 2003-2004.
22	Liste des baux pour les espaces occupés par chacune des 17 directions régionales du Ministère incluant l'emplacement, la superficie du local, la superficie réellement occupée et la superficie inoccupée.
23	Évolution du nombre d'employés depuis l'année financière 2003-2004 pour chacune des unités centrales situés dans les bureaux suivants : Édifice J-A tardif, Édifice Lomer-Gouin, Édifice d'Youville, Insertion Godin, Édifice Place-Cartier, Édifice de la Tour de la Bourse, Montréal (2947 Bélanger).
24	Liste des baux pour les espaces occupés par chacune des unités centrales du Ministère incluant l'emplacement, la superficie du local, la superficie réellement occupée et la superficie inoccupée.
25	Évolution du nombre d'employés à la Commission des partenaires du marché du travail depuis l'année financière 2003-2004.
26	Liste des baux pour les espaces occupés par la Commission des partenaires du marché du travail incluant l'emplacement, la superficie du local, la superficie réellement occupée et la superficie inoccupée.
27	Nombre de personnes ayant demandé des services d'évaluation et de référence pour chaque Centre local d'emploi (CLE) pour l'année financière 2014-2015 et 2015-

#	Demandes de renseignements particuliers
	2016.
28	Nombre de personnes ayant demandé des services d'emploi pour chaque Centre local d'emploi (CLE) pour l'année financière 2014-2015 et 2015-2016.
29	Nombre de personnes ayant demandé des services d'aide financière pour chaque Centre local d'emploi (CLE) pour l'année financière 2014-2015 et 2015-2016.
30	Évolution mensuelle du nombre de prestataires adultes du programme d'aide sociale depuis l'année financière 2007-2008, ventilé selon le nombre de prestataires sans contrainte et le nombre de prestataires avec contraintes temporaires et sévères à l'emploi
31	Pour les années 2008 à 2015, la durée moyenne que les personnes avec et sans-contrainte demeurent prestataires.
32	Pour les années 2008 à 2015, les dépenses totales consacrées aux mesures d'aide à l'emploi ventilées selon les différentes mesures ou programmes existants (Action, Québec pluriel, etc.).
33	Pour les années 2008 à 2015, les dépenses totales consacrées aux mesures d'aide financière, ventilées selon les différentes mesures ou programmes existants (aide sociale, soutien aux travailleurs ainés, RQAP, mineures enceintes, licenciement collectif, etc.).
34	Liste de tous les projets financés dans le cadre du Programme de soutien aux initiatives sociales et communautaires pour 2014-2015 et 2015-2016 et des projets annoncés pour 2016-2017. Fournir le nom de l'organisme ou de la personne bénéficiaire, le montant total alloué, le montant versé jusqu'à présent, le montant qui reste à verser, les dates prévues de versements, le détail du projet et, si possible, les autres sources de financement du projet.
35	Liste de tous les projets financés dans le cadre du Fonds québécois d'initiatives sociales pour 2014-2015 et 2015-2016 et des projets annoncés pour 2016-2017. Fournir le nom de l'organisme ou de la personne bénéficiaire, le montant total alloué, le montant versé jusqu'à présent, le montant qui reste à verser, les dates prévues de versements, le détail du projet et, si possible, les autres sources de financement du projet.
36	Montant des sommes investies en 2014-2015 et 2015-2016 dans les autres mesures visant à favoriser le retour en emploi des prestataires adultes du programme d'aide sociale.
37	Pour chaque communauté autochtone concernée et pour les années financières 2014-2015 et 2015-2016, le nombre de prestataires autochtones hors réserve, dont les prestations ont été réduites en raison de la réception de sommes forfaitaires reçues à titre de redevance en lien avec le projet hydroélectrique La Romaine et les montants correspondant à ces réductions.
38	Copie de toutes les études ou enquêtes ayant été réalisées à propos du phénomène de vieillissement de la population québécoise et/ou départ à la retraite des baby-boomers par le Ministère et/ou les organismes en relevant depuis 2006-2007.

#	Demandes de renseignements particuliers
39	Évolution du nombre d'employés et de la masse salariale de la Direction générale des politiques et de l'analyse stratégique depuis 2003, excluant le Centre d'étude sur la pauvreté et l'exclusion (CEPE). Ventilation par type de postes.
40	Évolution du budget du CEPE depuis 2003.
41	Évolution du nombre d'employés et de la masse salariale du CEPE depuis 2003. Ventilation par type de postes.
42	Liste des études, rapports statistiques, enquêtes et avis réalisés par le CEPE depuis 2008-2009 et détail des coûts s'y rattachant.
43	Suivi des 19 recommandations incluses dans l'avis déposé par le CEPE en 2009 intitulé *Prendre la mesure de la pauvreté : proposition d'indicateurs de pauvreté, d'inégalités et d'exclusion sociale afin de mesurer les progrès réalisés au Québec.*
44	Évolution du budget de la Commission des partenaires du marché du travail (CPMT) depuis 2003 et copie des rapports annuels 2014-2015 et 2015-2016 de cet organisme.
45	Évolution du nombre d'employés et de la masse salariale de la CMPT depuis 2003. Ventilation par type de postes.
46	Liste des études, rapports statistiques, enquêtes et avis réalisés par le CPMT depuis 2008-2009 et détail des coûts s'y rattachant.
47	Fournir le nombre d'employés, le budget de fonctionnement, la masse salariale et un résumé du mandat de chaque direction, services ou bureaux suivants : **MESS** a) Direction générale adjointe des politiques et de la prospective; b) Direction générale adjointe de la recherche, de l'évaluation et de la statistique; c) Direction des politiques de prestation; d) Direction des politiques d'emploi et de main-d'œuvre; e) Direction des politiques de lutte contre la pauvreté; f) Direction générale adjointe de l'action communautaire, philanthropique et gouvernementale; g) Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales; h) Secrétariat Entraide – Secteur public et parapublic; i) Direction des affaires canadiennes et internationales; j) Direction de la planification et de la modernisation; k) Direction de la révision et des recours administratifs; l) Service des régions de l'Est du Québec; m) Service des régions de l'Ouest du Québec; n) Service de l'Île de Montréal; **Emploi Québec** a) Direction générale adjointe de la planification, du marché du travail et de la conformité; b) Direction de la planification, du développement des stratégies et de l'information de gestion;

#	Demandes de renseignements particuliers
	c) Direction de l'analyse et de l'information sur le marché du travail; d) Direction de la conformité et de l'information médicale; e) Service du développement et du soutien aux enquêtes et au contrôle; f) Direction générale adjointe des mesures, des services et du soutien; g) Direction de l'optimisation de la prestation de services; h) Direction des mesures et services aux entreprises et aux partenaires externes; i) Direction des mesures et services aux individus; j) Bureau du projet de l'aide à la décision en ligne; k) Direction générale adjointe aux opérations du Sud et de l'Ouest; l) Direction générale adjointe aux opérations du Nord et de l'Est; **CMPT** a) Direction générale adjointe du développement de la main-d'œuvre; b) Direction du soutien au développement de la main-d'œuvre; c) Direction du développement des compétences et de l'intervention sectorielle; d) Direction de la qualification réglementée.
48	Budget et nombre de bénéficiaires du programme PRIIME.
49	Détail des sommes reçues par le ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion, ventilées par poste de dépense au MESS.
50	Fournir l'étude d'impact du gouvernement sur la réforme du financement des Carrefours Jeunesse Emploi (CJE). Veuillez indiquer le modèle de financement pré-réforme et post-réforme. Également, veuillez fournir une analyse des retombées des missions des CJE financées par le gouvernement pré-réforme et post-réforme.
51	Fournir l'analyse d'impact du gouvernement sur la possible mise en œuvre du programme Objectif Emploi à travers le projet de loi 70. Veuilles également fournir l'hypothèse de règlement qui a été utilisé pour cette étude ainsi que toute l'information nécessaire sur les différents scénarios utilisés dans cette analyse.
52	Indiquer pour 2015-2016 le nombre d'utilisateurs de services d'employabilité financés par le gouvernement du Québec. Veuillez également fournir la capacité de ces services à recevoir davantage de clientèle. Veuillez également inclure les prévisions pour 2016-2017.
53	L'État d'avancement, les sommes dépensées, de chacun des grands axes (ou orientations) de la Stratégie maritime. Détail des actions entreprises, et le cas échéant des projets soutenus, par le ministère pour chacun de celles prévues au Plan d'action 2015-2020 : 1) Créer une table de concertation pour assurer une meilleure adéquation entre les besoins de main-d'œuvre qualifiée et l'offre de la formation et le soutien au développement des compétences. 2) Promouvoir les professions reliées au monde maritime et offrant de bonnes perspectives d'insertion au marché du travail. 3) Investir 15 millions de dollars pour les cinq prochaines années pour le développement des compétences de la main-d'œuvre.
101	Liste des ministères ayant signé une entente avec Services Québec.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

Demande de renseignements du deuxième groupe d'opposition

#	Demandes de renseignements particuliers
102	Liste des points de services de Services Québec et effectifs pour chacun d'eux.
103	Nombre de « dossiers citoyens » actifs en 2010-2011 à 2015-2016.
AP121	Concernant le programme de congés parentaux, préciser : • Les dépenses encourues pour la mise en place du programme et ventilation par année • Nombre de fonctionnaires et/ou contractuels affecté à la mise en place du programme, ventilation par année • État de situation sur l'avancement des travaux quant à la mise en place du programme

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-01

Titre :

Pour chacun des organismes, agences ou autres relevant du ministère pour 2015-2016, indiquer :

a) la liste des employés et des membres du conseil d'administration, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération ;
b) la liste des personnes qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant : leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV ;
c) leur frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.

Exposé et statistiques :

Cette question n'est pas pertinente à l'étude des crédits.

SOURCE : DGRH – 2016-03-18
COLLABORATION :
VALIDATION:

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-02

Titre
Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, activités de développement, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de 2015-2016. Indiquer :

a) le lieu ;
b) le coût ;
c) la ou les dates de participation ;
d) le nombre de participants ;
e) le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité ;
f) le nom de la formation ou de l'activité.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Vous référer à la question RG7 des Renseignements généraux.

SOURCE : DGRH – 2016-03-31
VALIDATION : 2016-04-01

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-03

Titre :
Sommes dépensées en 2015-2016 (et prévisions pour 2016-2017) par le ministère et chacun de ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Ventiler selon la catégorie de dépenses, soit s'il s'agit d'achat de logiciels ou de licences, de matériel, d'entretien ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).

Exposé et statistiques :

Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (excluant le volet Travail)

Les dépenses en exploitation (informatique et technologies de l'information), pour la période du 1er avril 2015 au 29 février 2016, s'élèvent à 56 257,9 k$ et se répartissent ainsi :

Dépenses en exploitation	**Interne**	**Externe**	**CSPQ**	**Total**
Entente de base de maintien et d'exploitation des TI avec le CSPQ	-	-	32 801,7 k$	32 801,7 k$
Ressources internes et externes (continuité et encadrement)	19 287,3k$	3 251,8 k$	917,1 k$	23 456,2 k$
Total des dépenses en exploitation	**19 287,3 k$**	**3 251,8 k$**	**33 718,8 k$**	**56 257,9 k$**

Fonds des technologies de l'information

Les dépenses en investissement pour la période du 1er avril 2015 au 29 février 2016, s'élèvent à 12 395,7 k$ et se répartissent ainsi :

	Interne	**Externe**	**CSPQ**	**Total**
Dépenses en investissement	6 053,9 k$	5 468,7 k$	873,1 k$	**12 395,7 k$**

Fonds des biens et des services

Les dépenses en exploitation (informatique et technologies de l'information), pour la période du 1er avril 2015 au 29 février 2016, s'élèvent à 30,0 k$ et se répartissent ainsi :

	Interne	**Externe**	**CSPQ**	**Total**
Dépenses en exploitation	10,7 k$	19,3 k$	-	**30,0 k$**

Fonds d'aide à l'action communautaire autonome

Les dépenses en exploitation (informatique et technologies de l'information), pour la période du 1er avril 2015 au 29 février 2016, s'élèvent à 158,1 k$ et se répartissent ainsi :

	Interne	**Externe**	**CSPQ**	**Total**
Dépenses en exploitation	84,6 k$	73,5 k$	-	**158,1 k$**

SOURCE : Direction des budgets centraux d'administration, des projets et des investissements, DGSG
COLLABORATION :
VALIDATION:
DATE : 30 mars 2016

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP- 04

Titre :

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le ministère en 2015-2016, en indiquant pour chacun :

a) son mandat ;
b) la liste des membres ;
c) le budget dépensé
d) le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres ;
e) les résultats atteints.

Exposé et statistiques :

Vous référer à l'annexe ci-jointe.

SOURCE : Direction des mandats stratégiques et de l'amélioration continue
COLLABORATION : Toutes les unités du Ministère
VALIDATION : Patrick Grenier, sous-ministre adjoint au développement des services aux citoyens et à la gouvernance
DATE : 2016-03-17

ANNEXE À LA FICHE RP-04

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

2RP-04 – Annexe (Volet Emploi et Solidarité sociale)

Titre :

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le ministère en 2015-2016, en indiquant pour chacun :

a) son mandat;
b) la liste des membres;
c) le budget dépensé;
d) le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres;
e) les résultats atteints.

Exposé et statistiques :

Les coûts liés à la participation à ces comités sont prévus à l'intérieur des activités régulières du Ministère.

Cette liste n'inclut pas :

- les comités formés du Ministère et d'un seul autre ministère ou organisme visant la mise en œuvre d'une entente administrative;
- les comités opérationnels émanant de comités plus stratégiques;
- les conseils d'administration;
- le CGAP, le CEPE, le CCLPES, le comité Entraide.

Volet Emploi et Solidarité sociale

Nom du comité interministériel	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Fréquence des réunions
Secteur Relations avec la clientèle					
Forum sur la révision administrative	Favoriser les échanges avec les partenaires gouvernementaux qui ont un mandat similaire en matière de révision administrative, permettant d'améliorer les processus et de bonifier les services aux citoyens.	Aucun responsable attitré. La présidence des rencontres se fait à tour de rôle.	Environ une douzaine	MTESS (DGARRA); CNESST; SAAQ; Retraite Québec; RAMQ; MDDELCC	1 fois par année
Commission des services juridiques	Organisme chargé d'appliquer la *Loi sur l'aide juridique et sur la prestation de certains autres services juridiques* (RLRQ, c A-14). La Commission veille à ce que l'aide juridique soit fournie aux personnes financièrement admissibles et que certains autres services juridiques soient rendus, tout en s'assurant de la gestion efficace de ses ressources. Ses principales responsabilités sont : • de favoriser la poursuite d'études et d'enquêtes ainsi que l'établissement de statistiques de manière à planifier l'évolution du système d'aide juridique; • de publier un bulletin en vue de favoriser l'application cohérente de la loi; • de promouvoir le développement de programmes d'information; • d'effectuer le traitement des demandes d'aide juridique des résidents du Québec et des non-résidents ayant des dossiers dans une province ou un territoire canadien autre que celui de leur résidence. La Commission assure à la population des services juridiques de qualité, accessibles et au meilleur coût possible.	Le gouvernement nomme, parmi les membres de la Commission, un président et un vice-président.	12 membres	MTESS (DGARRA) La Commission choisit parmi les groupes de personnes, qui, en raison de leurs activités, sont susceptibles de contribuer d'une façon particulière à l'étude et à la solution des problèmes juridiques. La Commission comprend également le sous-ministre de la Justice ou son délégué et le sous-ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale ou son délégué qui sont membres de la Commission à titre consultatif et n'ont pas droit de vote.	7 par année

Nom du comité interministériel	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Fréquence des réunions
Entreprises Québec – Chantier sur les centres d'appels	• Adapter le centre d'appels aux processus définis par le chantier Processus et Technologie.	MTESS	12 membres	MTESS, Info-Entrepreneurs, Investissement Québec, MESI	12 par année
Forum des directrices et directeurs des ressources humaines (FDRH)	Le FDRH est le regroupement des directrices et directeurs des ressources humaines du réseau des ministères et organismes du gouvernement du Québec. Le FDRH privilégie la concertation, l'échange et l'action dans le but de favoriser et de promouvoir l'efficacité et l'efficience de la gestion des ressources humaines dans la fonction publique du Québec. Le regroupement émet des avis à la demande des autorités gouvernementales ou de sa propre initiative sur toute question ayant un lien avec la gestion des personnes au sein de l'appareil gouvernemental. Le FDRH a aussi pour mandat, la formation continue de ses membres et du personnel du réseau des directions des ressources humaines.	MTESS	Environ 70 personnes	Tous les ministères et organismes du gouvernement du Québec	12 fois par année (comité exécutif et assemblée plénière)
Comité directeur SAGIR SGR3	• Concertation interministérielle dans le cadre de l'implantation de SAGIR SGR3.	SCT et CSPQ	14	CSPQ; SCT; MFQ; RAMQ; SQ; FDRH (représenté par la directrice générale des ressources humaines du MTESS)	6 fois par année
Comité consultatif SGR2-L2	• Assurer l'information aux organisations en lien avec les étapes de livraison du projet SAGIR. • Permettre un lieu d'échanges avec la DGSAGIR du CSPQ.	SCT et CSPQ	Une dizaine de personnes	MTESS; MSP; MJQ; SAAQ; MERN; MTQ	6 fois par année
Comité client du CSPQ	• Concertation et consultation concernant l'offre de service du CSPQ en matière de rémunération et retraite auprès des M/O.	CSPQ	Une dizaine de personnes	MTESS; MJQ; MERN; MSSS; MAPAQ; MSP; RAMQ; CTQ; MCE; MTO; MCC, Retraite Québec	1 à 3 fois par année

Nom du comité interministériel	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Fréquence des réunions
Réseau des responsables en matière de conflits et harcèlement	• Regrouper les responsables de la gestion des dossiers de conflit et de harcèlement pour favoriser la collaboration et l'amélioration continue de leur expertise ainsi que le partage des meilleures pratiques. • Permettre de faire évoluer les outils et les modes d'intervention et de prévention en matière de gestion des conflits et du harcèlement.	SCT	Environ 30 personnes	Responsables de la gestion des dossiers de conflits et de harcèlement de l'ensemble des M/O du gouvernement du Québec	1 fois par année
Groupe de co-développement en gestion de conflits et harcèlement	• Les participants partagent des aspects de leur pratique professionnelle dans le but de l'améliorer. Ce groupe de co-développement permet à chaque membre d'élargir concrètement ses capacités d'action et de réflexion sur des situations réelles vécues en milieu de travail.	SCT	8 à 12 personnes	Responsables de la gestion des dossiers de conflits et de harcèlement des M/O suivants : MTESS; MAPAQ; CSPQ; MSP; MESI; MERN; MJQ; MAMOT; MCC; MDDELCC; OPC	6 fois par année
Assemblée des conseillers en relations du travail	• Table d'échange d'information et de concertation dans le domaine des relations du travail.	SCT	Environ 50 personnes	Ministères et organismes du gouvernement du Québec	1 à 2 fois par année
Table en gestion de main-d'œuvre	• Partage d'information pour favoriser le développement des conseillers en gestion de la main-d'œuvre	SCT	Environ 50 personnes	Ministères et organismes du gouvernement du Québec	4 fois par année
Réseau de gestionnaires en dotation	• Partage d'information pour favoriser l'optimisation des pratiques en gestion de main-d'œuvre	Les ministères et organismes (à tour de rôle)	11	MTESS; MSP; MERN; MJQ; RAMQ; MTMDET; SAAQ; MDDELCC; CSPQ; CNESST; Retraite Québec	7 fois par année

Nom du comité interministériel	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Fréquence des réunions
Réseau des gestionnaires en relations du travail	• Partage d'information pour favoriser l'optimisation des pratiques en relation de travail	Les ministères et organismes (à tour de rôle)	11	MTESS; MSP; MERN; MJQ; RAMQ; MTMDET; SAAQ; MDDELCC; CSPQ; CNESST; Retraite Québec	5 fois par année
Réunion mensuelle sur l'émission et l'expédition des chèques des différents programmes du MTESS	• Le comité a pour mandat de faire un bilan sur l'émission mensuelle venant de se dérouler ainsi que la préparation de la prochaine émission mensuelle avec tous les intervenants externes.	MTESS (Direction des ressources matérielles)	11	RQ; MFQ; Postes Canada; MTESS (DGARQAP, DC, DPO, SDSEC, DCCF)	10 par année
Comité sur les mesures d'urgence	• Information, formation, mise à jour des connaissances et procédures des divers intervenants en mesure d'urgence pour l'édifice du 425, rue Saint-Amable.	MTESS (Direction des ressources matérielles)	6	MTESS; MF; Retraite Québec	2 fois par année
Comité interministériel sur le changement d'adresse (CICA)	• Assurer le développement du Service québécois de changement d'adresse (SQCA). • Statuer sur les questions qui lui sont soumises en matière de planification stratégique, de financement et d'allocation de ressources, ainsi que sur l'évolution du service. • Faciliter les rapports entre les partenaires et encourager l'adhésion de nouveaux partenaires. Ce comité est l'instance consultative et décisionnelle du SQCA.	MTESS (Direction du développement des solutions d'affaires – Services)	6	MTESS; Retraite Québec; SAAQ; RQ; DGE; RAMQ	1 fois par année
Comité de pilotage clicSÉQUR Entreprises Express	• Un comité de pilotage existe pour chacun des volets du service clicSÉQUR. Ces comités de pilotage sont porteurs des besoins, des entreprises, des M/O utilisateurs ainsi que de ceux des M/O désignés. Leur	MTESS (Service de la conception des solutions et du pilotage des systèmes)	13	MTESS – DDSA-SE et SCSPS; RQ; AMF; MAMOT; CNESST; MDDELCC; MF; SAAQ; REQ	4 fois par année

Nom du comité interministériel	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Fréquence des réunions
	mandat consiste donc à soutenir les pilotes du service afin d'assurer le fonctionnement efficace et harmonieux de l'utilisation du service clicSÉQUR.				
Comité interministériel de l'action communautaire	• Favoriser la concertation interministérielle et conseiller le ministre sur des orientations gouvernementales reliées à l'action communautaire et l'action bénévole.	MTESS (DPLPAC)	25	MTESS (DPLPAC, EQ, SACAIS); MF; SAAQ; MEES; SA; MESI; SCF; MJQ; MAMOT – Secrétariat à la région métropolitaine; MCE – Secrétariat à la jeunesse; MDDELCC; MSP; MSSS; SAA; MRIF; OPHQ; SHQ; MIDI; OPC	7 fois par année
Hauts fonctionnaires provinciaux et territoriaux (PT) et fédéral-provinciaux et territoriaux (FPT) du Forum des ministres du marché du travail (FMMT)	• Veiller à la mise en œuvre des priorités du Forum. • Valider et approuver les livrables avant soumission aux sous-ministres.	MTESS (Direction des politiques d'emploi, des relations intergouvernementales et de la veille) – Coordination de la participation du gouvernement du Québec	14	Représentants (responsables du marché du travail) du gouvernement fédéral, des gouvernements provinciaux et des territoires	20 rencontres par année
Sous-ministres PT et FPT du FMMT	• Veiller à la mise en œuvre des priorités du Forum. • Valider et approuver les livrables avant soumission aux ministres.	MTESS (Direction des politiques d'emploi, des relations intergouvernementales et de la veille) – Coordination de la participation du gouvernement du Québec	14	Représentants (responsables du marché du travail) du gouvernement fédéral, des gouvernements provinciaux et des territoires	4 fois par année
Ministres PT et FPT du FMMT (accompagnement ministre)	• Promouvoir les discussions et la coopération dans le domaine du marché du travail.	MTESS (Direction des politiques d'emploi, des relations intergouvernementales et de la veille) Coordination de la participation du gouvernement du Québec	14	Représentants (responsables du marché du travail) du gouvernement fédéral, des gouvernements provinciaux et des territoires	1 fois par année

Nom du comité interministériel	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Fréquence des réunions
Comité interministériel sur l'action internationale	• Ce comité vise à recueillir l'information nécessaire afin de pouvoir poser un diagnostic et faire des recommandations pour améliorer l'efficacité de l'action du gouvernement à l'étranger.	MTESS (Direction des politiques d'emploi, des relations intergouvernementales et de la veille)	8	MRIF M/O travaillant en action internationale	Au besoin
Sous-ministres PT et FPT du Forum des ministres responsables des services sociaux (FMSS)	• Veiller à la mise en œuvre des priorités du Forum. • Valider et approuver les livrables avant soumission aux ministres.	MTESS (Direction des politiques d'emploi, des relations intergouvernementales et de la veille) – Coordination de la participation du gouvernement du Québec.	14	Représentants (responsables des services sociaux) du gouvernement fédéral, des gouvernements provinciaux et des territoires.	1 fois par année
Ministres PT et FPT du FMSS (accompagnement ministre)	• Promouvoir les discussions et la coopération dans le domaine des services sociaux.	MTESS (Direction des politiques d'emploi, des relations intergouvernementales et de la veille) – Coordination de la participation du gouvernement du Québec.	14	Représentants (responsables des services sociaux) du gouvernement fédéral, des gouvernements provinciaux et des territoires.	1 fois par année
Comité interministériel du développement durable (CIDD)	• Suivi des travaux d'élaboration et de mise en œuvre de la Stratégie gouvernementale de développement durable.	MTESS (Direction des politiques d'emploi, des relations intergouvernementales et de la veille) - Coordination de la participation du MTESS	20	MTESS (DGPASAC-BSMA); Représentants des principaux ministères concernés	3 fois par année

Nom du comité interministériel	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Fréquence des réunions
Table interministérielle sur l'emploi et la formation	• Donner suite aux priorités gouvernementales en matière d'adéquation formation-emploi	MTESS (Direction des politiques d'emploi, des relations intergouvernementales et de la veille)	7	MEES, MTESS, MESI, MIDI, MFQ, MCE, SCT Invitée : Commission de révision permanente des programmes	1 fois par mois ou au besoin
Comité interministériel sur le suivi de la prestation spéciale pour frais de séjour pour des services en toxicomanie	• Identifier, pour les clientèles de chacun des ministères présents, les impacts des modifications apportées à la prestation spéciale et effectuer un suivi de l'évolution des coûts.	MTESS (Direction des politiques de sécurité du revenu)	4	MTESS (DPSR, DMSI) MSSS, MSP, MJQ	2 fois par année
Comité provincial du Programme québécois de traitement de la toxicomanie de la Cour du Québec	• Mise en œuvre du programme pour l'ensemble du Québec.	MJQ	3	MTESS (DPSR) MSSS, MSP	2 fois par année
Comité interministériel sur le financement des services en toxicomanie avec hébergement	• Présenter un portrait du financement au Québec des services en toxicomanie avec hébergement pour les prestataires de l'aide financière de dernier recours	MSSS	3	MTESS (DPSR), MSSS et MSP	4
Comité interministériel sur le transport bénévole	• Échanger sur les orientations des ministères et organismes en matière de transport bénévole.	MTESS (Direction des politiques de sécurité du revenu)	3	MTESS (DPSR, DPDS), MSSS, MSP	4 fois par année (Au besoin)
Comité interministériel sur l'harmonisation des programmes de soutien financier destinés aux enfants handicapés	• Analyser l'opportunité d'harmoniser les modalités d'accès aux programmes de soutien financier destinés aux enfants handicapés.	MTESS (Direction des politiques de sécurité du revenu)	7	MF; MFQ; MEES; MSSS; OPHQ; Retraite Québec; MTESS	1 fois par année au besoin
Comité interministériel sur le deuil périnatal	• Suivant le dépôt de pétitions à l'Assemblée nationale, le comité a pour mandat d'examiner la question.	MTESS (Conseil de gestion de l'assurance parentale)	8	MTESS (DAJ, DPSR, Secrétariat du travail); MFQ; CGAP; MF; MSSS; CNESST;	1 fois par année

Nom du comité <u>interministériel</u>	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Fréquence des réunions
Comité interministériel – Transition de l'école vers la vie active (TEVA)	• Élaborer un guide de soutien destiné à l'ensemble des intervenants des réseaux pour favoriser une démarche de transition de l'école vers la vie active.	MTESS (Direction des politiques d'emploi, des relations intergouvernementales et de la veille) - Coordination de la participation du MTESS	12	MTESS (DPERIV); MEES; MSSS; MF; MTMDET; OPHQ	Variable (4 en 15-16)
Comité directeur sur les activités socioprofessionnelles et communautaires	• Soutenir le développement d'une vision commune entre les ministères sur les besoins des personnes ayant une déficience et leur famille, sur les trajectoires de services ainsi que sur le partage des rôles et responsabilités, notamment par l'adoption d'un cadre de référence national MTESS-MSSS dans une perspective de complémentarité. • Encadrer les travaux.	MTESS (Direction des politiques d'emploi, des relations intergouvernementales et de la veille) - Coordination de la participation du MTESS	7 (2 du MTESS et 5 des autres ministères)	MTESS (DPERIV, DPDS); MSSS; MEES (adaptation scolaire et éducation des adultes); MF; MTMDET	4 fois par année
Comité de mise en œuvre – L'accès aux documents et aux services offerts au public pour les personnes handicapées	• Favoriser la mobilisation des M/O autour de la politique. • Proposer des pistes de solution pour soutenir la mise en œuvre de la politique par les M/O.	MTESS (Direction des politiques d'emploi, des relations intergouvernementales et de la veille) et OPHQ	10	MTESS (DPERIV); MCC; SCT; MF; MTMDET; MAMOT; MSSS; MEES	Au besoin (3 rencontres en 2015-2016)
Comité de suivi de la mise en œuvre et de l'évaluation de la politique À part entière	• Soutenir les ministères et organismes dans la mise en œuvre des initiatives intersectorielles et des engagements prévus dans la politique. • Suivre l'avancement des engagements. • Orienter les futures actions à mettre en œuvre en lien avec la politique.	MTESS (Direction des politiques d'emploi, des relations intergouv. et de la veille) et OPHQ	10	MTESS (DPERIV); MCC; SCT; MF; MTMDET; MAMOT; MSSS; MEES	2 fois par année

Nom du comité interministériel	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Fréquence des réunions
Comité d'Audit (Entraide)	• Le Comité d'Audit aide le Comité Entraide à s'acquitter de ses responsabilités de surveillance de la gestion financière et de la gestion des risques.	MTESS (Direction générale adjointe à l'action communautaire)	5	Comité Entraide; Loto Québec (audit); MTESS (SMA-DGPASAC)	3 fois par année
Comité de suivi interministériel du Plan d'action gouvernemental de lutte contre l'homophobie, 2011-2016, Ensemble vers l'égalité sociale, l'unité dans la diversité	• Participation à la mise en œuvre et au suivi du Plan. • Processus de reddition de compte de nos actions dans le Plan. • Bilan du quinquennat • Élaboration d'un deuxième plan d'action	MJQ	15	MTESS (DPLP, DEC); MEES; MFA; MIDI; MJQ; MSSS; MSP; MAMOT; SAJ; SAA; SCF; École nationale de police	3 fois par année
Comité interministériel de coordination en matière de violence conjugale, familiale et sexuelle	• Coordonner et faire le suivi de la mise en œuvre de la Politique d'intervention en matière de violence conjugale et des orientations gouvernementales en matière d'agression sexuelle ainsi que des plans d'action s'y rattachant.	Coprésidence : MJQ et SCF	17	MTESS (DPLPAC-EQ); MEES; MIDI; M Famille; MAMOT; MSSS; MSP; OPHQ; SCF; MJQ; MCE; SAA; DPCP	1 fois par année
Table québécoise sur la saine alimentation	• Concerter les acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux afin de renforcer la cohésion entre les organisations dont l'intervention contribue à la promotion, à l'adoption et au maintien d'une saine alimentation par la population québécoise. • Contribuer à l'identification de mesures structurantes ainsi qu'à la planification et à la mise en œuvre de projets conjoints prometteurs en matière de saine alimentation.	MSSS	35	MTESS; MFA; MSSS, MAMOT; MEES; MCE; MAPAQ; MDDELCC	4 fois par année

Nom du comité interministériel	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Fréquence des réunions
Comité interministériel en économie sociale	• Assurer le suivi du Plan d'action gouvernemental en économie sociale.	MESI	20	MTESS (DPLPAC); MSSS;MFQ; MCC; MTMDET; MAPAQ; SHQ; MEES; MIDI; SAJ; SAA	2 fois par année
Plan de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (PLP3) – Comité interministériel des gestionnaires en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale	• Assurer une vision commune de la stratégie gouvernementale de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale et de la mise en œuvre du plan d'action gouvernemental. • Assurer, à tous les niveaux, la constance et la cohérence des actions gouvernementales. • Établir les conditions nécessaires à la collaboration interministérielle requise. • Assurer la mise à contribution des expertises respectives des différents ministères impliqués.	MTESS (DPLPAC)	20	MTESS (DPLPAC); MEES; MIDI; M Famille; MAMOT; MSSS; MFQ; MERN; MTMDET; MESI; MAPAQ; MCC; OPHQ; SCF; MJQ; SAJ; SAA; SA; SHQ	4 fois par année (conférences téléphoniques privilégiées)
Réseau des répondants ministériels en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale	• Représenter le dossier gouvernemental de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale dans leur organisation pendant la durée de mise en œuvre du plan d'action gouvernemental en vigueur; • Contribuer au rapport d'activités annuel du plan d'action gouvernemental en vigueur; • Soutenir les travaux du comité interministériel des gestionnaires; • Élaborer les mesures en collaboration avec les directions et secteurs de chaque ministère et organismes impliqués dans le plan d'action gouvernemental en élaboration; • Assurer la constance et la cohérence des actions gouvernementales pour l'élaboration d'un plan d'action gouvernemental en fonction des orientations portées par chaque organisation.	MTESS (DPLPAC)	23	MTESS (DPLPAC; EQ-DPDS; SACAIS); MEES; MIDI; M Famille; MAMOT; MSSS; MFQ; MERN; MTMDET; MESI; MAPAQ; MCC; OPHQ; SCF; MJQ; SAJ; SAA; SA; SHQ	3 rencontres par années (visioconférences privilégiées)

Nom du comité interministériel	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Fréquence des réunions
Plan de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (PLP3) – Comité interministériel d'échanges en matière d'affaires autochtones	• Voir si les mesures du PLP3 correspondent aux réalités autochtones. • Adapter ou ajouter des mesures au besoin.	MTESS (DPLPAC)	12	MTESS (DPLPAC (2), DPERIV, DPSR, DPDS); MESI; MSSS; SAA; SA; SHQ; MES; MFA; MERN	2 rencontres par année
Table interministérielle sur l'itinérance	• Assurer le suivi du plan d'action en vue de favoriser son implantation et de faciliter la concertation des partenaires ainsi que la coordination des actions.	MSSS	11	MTESS (DPLPAC); MSSS; MEES; MJQ; MSP; MIDI; SHQ; SAA; SAJ; MAMOT	2 fois par année
Comité directeur – Politique gouvernementale de prévention en santé	• Participer aux travaux d'élaboration de la politique et du plan de mise en œuvre. • S'assurer du suivi de la mise en œuvre.	MSSS	20	MTESS (DPLPAC); MTQ; MDDELCC; MESS; MAPAQ-MSP; MFA	6 rencontres par année
Comité stratégique – Politique gouvernementale de prévention en santé	• Participer aux travaux en vue de l'élaboration de la politique gouvernementale de prévention en santé. • Suivi de la mise en œuvre du plan de déploiement.	MSSS	20	MTESS (SPASAC); MTQ; MDDELCC; MEES; MAPAQ-MSP; MFA	4 rencontres par année
ACRIgéo (Approche de coopération en réseau pour l'information géographique) Table gouvernementale de coopération en information géographique	• Comité destiné à favoriser le développement de partenariats pour l'acquisition de données, la mise en commun de l'information géospatiale et la mise en place d'outils et de services communs et collaboratifs dans le domaine de la géomatique.	MERN	37	21 M/O membres de l'ACRIgéo : Commission de protection du territoire agricole (CPTAQ); CSPQ; CTOP; DGE; FADQ; ISQ; MAMOT; MAPAQ; MCC ; MDDELCC; MEES; MERN; MTESS; MF; MFFP; MSP; MSSS; MTO; MTMDET; SCT; SQ	3 fois par année

Nom du comité interministériel	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Fréquence des réunions
Portail Le Québec géographique (Portail de l'information géographique gouvernementale) -Comité de suivi	• Validation du rapport annuel des activités du Portail. • Reconduction ou mise à jour annuelle de la politique éditoriale du Portail. • Réflexion sur les orientations, les améliorations, le développement et la promotion du Portail.	MERN	7	MCE MTESS MEES MSSS MERN MTQ	2 fois par année
Portail Le Québec géographique (Portail de l'information géographique gouvernementale) - Réseau des répondants des ministères et organismes	• Participation au contenu et à la mise à jour du Portail.	MERN	35	BanQ; CPTAQ; CTOP; DGE; FADQ; ISQ; MAMOT; MAPAQ ; MCC; MCE; MDDELCC; MESI; MEES; MERN; MTESS; MFQ; MF; MFFP; MRIF; MSP; MSSS; MTMDET	1 fois par année
Groupe de recherche et d'information sur le développement social (GRIDS)	• Échanges d'information entre les provinces, les territoires et le gouvernement fédéral sur les enjeux de développement social.	Codirection Ontario et EDSC	12	MTESS (D.Recherche); ISQ; MSSS; EDSC; Toutes les provinces, TNO et Nunavut	1 fois par année (conférences téléphoniques)
Comité de suivi de l'Action concertée - Perceptions des hommes québécois de leurs besoins psychosociaux et de santé	• Suivi des projets de recherche financés dans le cadre de l'Action concertée.	FRQSC	5	MTESS (D.Recherche) MSSS FRQSC	2 fois par année
Comité interministériel MIDI-MTESS sur le suivi du dispositif de services intégrés pour les personnes immigrantes	• Alimenter le comité par la proposition et le suivi d'indicateurs pertinents pour le dispositif de services intégrés. • Tenir le comité informé de l'avancement de l'enquête sur les cheminements des personnes immigrantes nouvellement arrivées, enquête qui émane de ce comité.	MIDI	Environ 20 participants	MTESS (D.Recherche, EQ) MIDI	Variable (2 rencontres en 2015-2016)

Nom du comité interministériel	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Fréquence des réunions
ARUC : Alliance de recherche Université-Communauté	• Assister aux rencontres et suivre les travaux de recherche financés par l'ARUC. • Collaborer à titre de partenaire à un projet financé par l'ARUC (suites de l'enquête auprès des immigrants de la catégorie des travailleurs qualifiés).	Département des relations industrielles, Université Laval	Environ 50 membres	Université Laval; UQAM; UQO; UQAR; INRS - Urbanisation, Culture et Société; IRSST; Associations d'employeurs et de représentants d'employeurs (SCT); Associations syndicales (CSN, CSQ, FTQ, CSD, SFPQ); MTESS; Associations non syndicales de représentation des salariées et des salariés (ABE, SOIIT, Force Jeunesse)	2 fois par année
Centre d'étude et de recherche sur les politiques en matière d'invalidité professionnelle	Suivi des travaux du Centre d'étude. Le Centre publiera les résultats de ses travaux de recherche sur les politiques en matière d'invalidité professionnelle.	École de service social, Université Laval	48	48 membres dont 11 universitaires du Québec 1 (MTESS)	2 fois par année
ÉDIQ : Équipe de recherche en partenariat sur la diversité et l'immigration dans la région de Québec	• Participer aux rencontres de travail ainsi qu'aux séminaires et colloques organisés par l'ÉDIQ. • Collaborer à titre de chercheur partenaire à deux projets de recherche financés par le CRSH et le FRQSC (équipe en partenariat et mobilité et transition dans les parcours des immigrants).	Université Laval	24	Université Laval (Département des sciences historiques (ethnologie), École de service social, Département de géographie, Département des relations industrielles); Les Partenaires communautaires Jeffrey Hale; Institut national de la recherche scientifique – Urbanisation Culture Société; MRC de La Jacques-Cartier; MTESS; CRÉ de la Capitale-Nationale; Direction régionale de santé publique de la Capitale-Nationale; Cégep de Sainte-Foy	Variable (2 rencontres en 2015-2016)

Nom du comité interministériel	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Fréquence des réunions
Réunions statutaires de l'Organisation de la sécurité civile du Québec (OSCQ)	• Planification en matière de sécurité civile et mise en œuvre du plan national de sécurité civile (PNSC) lorsqu'une situation le requiert. • L'OSCQ est coordonnée par le coordonnateur gouvernemental de la sécurité civile et est composée de l'ensemble des coordonnateurs ministériels en sécurité civile des MO sollicités par le ministre de la Sécurité publique (MSP) pour l'élaboration du PNSC. • Le MSP s'assure du fonctionnement de l'OSCQ, coordonne ses comités, produit les rapports et assure un suivi auprès de ses membres. Les travaux de l'OSCQ visent à maintenir le PNSC opérationnel et à planifier des mesures de prévention et de préparation en sécurité civile à l'échelle nationale. • En cas de sinistre, l'OSCQ supervise le travail effectué sur le terrain par les organisations régionales de la sécurité civile (ORSC), informe les différents partenaires de l'évolution de la situation et coordonne l'intervention gouvernementale lorsque l'ampleur d'un événement dépasse les capacités des municipalités locales ou régionales et exige une priorisation des actions. • L'OSCQ coordonne également les activités de rétablissement.	OSCQ	31	Coordonnateur ministériel en sécurité civile ou leurs substituts – tous les ministères et organismes, Hydro-Québec, Sûreté du Québec dont le MTESS (SDSCG)	2 fois par année
Table des responsables de missions (TRM) en sécurité civile	• Assurer la planification de la réponse gouvernementale en adoptant une approche tout risque. • Développer, maintenir à jour et réviser le Plan national en sécurité civile (PNSC), les missions, les plans spécifiques ou tout autre projet de développement en lien avec le PNSC et la sécurité	OSCQ	20	M/O membres de l'OSCQ (responsables des missions du Plan national de sécurité civile) dont le MTESS (SDSCG)	3 fois par année

Nom du comité interministériel	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Fréquence des réunions
	civile, à la demande de l'OSCQ.				
Sous-comité de l'OSCQ sur le Plan d'action national (sécurité civile)	• Établir le Plan d'action national et en assurer le suivi au cours des dix années à venir. Ce plan doit interpeller tous les acteurs de la société, du citoyen aux ministères et organismes, en passant par les municipalités locales et régionales ainsi que les organisations et entreprises de toutes natures.	OSCQ (mission communication)	21	M/O membres de l'OSCQ désignés sur ce comité : MTESS (SDSCG); MAMOT; MAPAQ; MESI; SCT; MCE; MDDELCC; MFFP; MERN; MSSS; MSP; MTMDET; SQ; H-Q	2 fois par année
Comité de l'OSCQ sur la gestion des risques associés aux matières dangereuses	• Établir la position gouvernementale et mettre en place les conditions devant permettre d'assurer, au Québec, une gestion efficace et concertée des risques associés aux matières dangereuses.	OSCQ	28	M/O membres de l'OSCQ désignés sur ce comité : MTESS (SDSCG); CNESST; MAMOT; MAPAQ; MDDELCC; MEES; MERN; MSSS; MTMDET; RBQ; SQ	2 fois par année
Sous-comité de l'OSCQ sur le risque radiologique et nucléaire	• Réaliser un portrait du risque radiologique et nucléaire au Québec et un portrait des ressources humaines et matérielles spécialisées disponibles dans les M/O pour y faire face. • Proposer, à partir de ces portraits des recommandations à l'OSCQ sur les actions à prendre afin d'optimiser la préparation du Québec au regard des risques radiologiques et nucléaires.	OSCQ	18	M/O membres de l'OSCQ désignés sur ce comité : MTESS (SDSCG); H-Q; MAPAQ; MDDELCC; MERN; MFFP; MSP; MSSS; MTMDET; SQ	2 fois par année
Sous-comité de l'OSCQ sur le rétablissement à la suite d'un sinistre	• Déterminer les modalités et l'implication des M/O membres de l'OSCQ au moment du passage de la phase d'intervention à la phase rétablissement.	OSCQ (mission Communication)	20	M/O membres de l'OSCQ désignés sur ce comité : MTESS (DGDSCG); CSPQ; H-Q; MAPAQ; MAMOT; MDDELCC; MERN; MSSS; RBQ; SCT; SHQ; MTMDET; SQ	À la suite d'un sinistre

Nom du comité interministériel	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Fréquence des réunions
Sous-comité de l'OSCQ : Services d'urgence en milieu isolé (SUMI) – Groupe de travail sur les communications	• Produire un plan de communication gouvernemental et réaliser les activités de communication visant la sensibilisation et la responsabilisation des adeptes et des promoteurs d'activités sportives et récréotouristiques en milieu isolé	MTESS (mission Communication)	38	M/O membres de l'OSCQ désignés sur le sous-comité : MTESS (SDSCG); CNESST; H-Q; MAMOT; MFFP, MSP; MSSS; MTMDET; SAAQ; SÉPAQ; SQ. Également : FMQ et UMQ. M/O membres de l'OSCQ désignés sur le groupe de travail : MTESS; MSP; SÉPAQ; MERN	3 fois par année
Organisations régionales de sécurité civile (ORSC) et ses comités afférents	Participer aux travaux des ORSC et de ses comités. À titre d'exemple : • Conditions météorologiques extrêmes (Estrie); • Démarche de planification « La Lièvre » (Outaouais); • Comité régional de prévention des aléas côtiers (Côte-Nord); • Comité régional de rétablissement et de prévention (Bas-Saint-Laurent); • Comité mixte municipal-industrie (CMMI) Longueuil (Montérégie); • Nucléaire Gentilly 2 (Centre-du-Québec); • Nucléaire Chalk River (Outaouais); • CMMI Victoriaville (Centre-du-Québec);	MSP (Direction générale de la sécurité civile et de la sécurité incendie : Organisations régionales de la sécurité civile)	Variable	Variable (M/O membres des ORSC), dont le MTESS (SDSCG)	15 par année au total pour l'ensemble des régions
Comité interministériel sur la simplification de l'accès aux services pour les citoyens et les entreprises	• Suivre les travaux de simplification de l'accès aux services, dont ceux portant sur l'évolution de Mon dossier citoyen et sur l'offre de services aux entreprises. • Être informé des tendances en matière de simplification de l'accès aux services. • Échanger sur les visions respectives en matière de	MTESS (SDSCG-SMA)	20	MTESS (SDSCG, EQ, DGSGT); SAAQ; Retraite Québec; MERN; MF; RAMQ; MEES; SCT; RQ; CNESST; MAPAQ; REQ;	2 fois par année

Nom du comité interministériel	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Fréquence des réunions
	prestation de services aux citoyens et aux entreprises. • Approuver les recommandations des travaux de simplification (s'il y a lieu). • Traiter les demandes de collaboration interministérielle pour les divers chantiers mis en place par Services Québec et désigner des représentants pour participer activement aux travaux sur la simplification de l'accès aux services gouvernementaux, pour les citoyens et les entreprises (s'il y a lieu).				
Entreprises Québec – comité d'orientation	• Définir les orientations stratégiques gouvernementales pour la bannière « Entreprises Québec »	MESI	5	Ministre délégué aux Petites et Moyennes Entreprises, à l'Allègement réglementaire et au Développement économique régional; ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale; sous-ministre - MESI; PDG d'IQ; sous-ministre MTESS	2 fois par année
Entreprises Québec - comité de coordination et chantier de travail	• Assurer l'avancement du projet dans les organisations • Agir comme pivot dans les organisations respectives • Élaborer le plan d'affaires • Coordonner les travaux des 4 chantiers opérationnels o Parcours client; o Gestion du changement o Validation régionale o Promotion. • Alimenter les travaux des comités stratégiques décisionnels (comité directeur et comité	MESI	6	MTESS (EQ, DGSGT, DGDSCG) MESI IQ	4 fois par année

Nom du comité interministériel	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Fréquence des réunions
	d'orientation)				
Comité interministériel des hauts dirigeants sur l'évaluation des risques de fraude	• Analyser, prioriser et recommander la mise en œuvre des mesures aptes à réduire l'exposition à la fraude des processus de délivrance de documents officiels et d'inscription à des programmes gouvernementaux, en retenant celles offrant le meilleur potentiel de réduction des risques, au meilleur coût. • Améliorer, le cas échéant, les méthodes d'enquête utilisées par les unités d'enquête des M/O à partir des meilleures pratiques à préconiser dans ce domaine. • Identifier les besoins des M/O québécois en termes d'échanges d'information avec les M/O du gouvernement fédéral et des autres provinces et territoires ainsi que les problématiques devant être corrigées.	RAMQ	12	MTESS (SDSCG) MDDELCC MEES Retraite Québec RQ SAAQ SCT RAMQ MIDI MSSS MSP	1 fois par année (aucune réunion en 2015-2016)
Comité interministériel de réalisation sur l'évaluation des risques de fraude associés à l'émission de documents officiels	• Coordonner la réalisation des travaux demandés par le Comité interministériel des hauts dirigeants en matière d'évaluation des risques de fraude associés à la délivrance de documents. • Analyser, prioriser et recommander la mise en œuvre des mesures aptes à réduire l'exposition à la fraude des processus de délivrance de documents officiels et d'inscription à des programmes gouvernementaux, en retenant celles offrant le meilleur potentiel de réduction des risques, au meilleur coût. • Améliorer, le cas échéant, les méthodes d'enquête utilisées par les unités d'enquête des ministères et organismes à partir des meilleures pratiques à préconiser dans ce domaine. • Identifier les besoins des ministères et organismes	RAMQ	19	MTESS (SDSCG) MIDI SAAQ Retraite Québec RQ MSSS MSP CNESST MEES MDDELCC	3 fois par année

Nom du comité interministériel	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Fréquence des réunions
	québécois en termes d'échanges d'information avec les ministères et organismes du gouvernement fédéral et des autres provinces et territoires ainsi que les problématiques devant être corrigées.				
Forum permanent sur les opérations d'enquête en matière de fraude envers l'État	Les travaux du Forum gravitent autour des axes suivants : • échanger sur les façons de faire des différents M/O et partager de l'information, entre autres nominative, sur des cas réels et sur les nouveaux *modus operandi* utilisés par les fraudeurs; • s'assurer que les échanges soient conformes à la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels et à toute autre disposition pouvant s'appliquer en cette matière; • proposer, le cas échéant, des modifications législatives et réglementaires afin de faciliter ou de permettre le partage d'informations nominatives sur des cas réels de fraude entre les M/O.	MSP	21	MTESS (SDSCG) H-Q Retraite Québec MIDI CNESST RAMQ MSP RQ SAAQ SQ	4 fois par année
Conseil de la statistique de l'état civil du Canada	• Favoriser l'évolution et le développement des états civils, contribuer aux échanges d'information sur les statistiques de l'état civil entre les provinces et le gouvernement canadien, faire connaître les meilleures pratiques et partager les enjeux sur l'évolution de la société.	Représentant de la tenue des statistiques de l'état civil des différentes provinces et territoires canadiens et Statistiques Canada	23	MTESS (SDSCG) Statistiques Canada Représentants du gouvernement fédéral, des gouvernements provinciaux et des territoires	1 fois par année
Comité directeur de suivi de l'Entente finale Canada-Québec (EFCQ) sur le Régime québécois d'assurance parentale	Comité intergouvernemental responsable: • d'effectuer le suivi de l'EFCQ et des ententes administratives prévues par celui-ci; • de résoudre des litiges documentés par des groupes de travail permanents, comme celui de suivi de l'entente administrative d'échanges de	MTESS (Direction générale adjointe du Régime québécois d'assurance parentale) EDSC (Direction générale de la politique de l'assurance-	Entre 12 et 15 avec les professionnels et le personnel de support (2 DGDSCG)	MTESS (DGARQAP, DGPASAC, DAJ) CGAP EDSC Service Canada	Au moins 1 fois par année pour le comité de suivi de l'EFCQ. Au besoin pour les autres comités.

Nom du comité interministériel	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Fréquence des réunions
	renseignements ou autres comités ad hoc selon la situation.	emploi) Service Canada (Direction générale de Prestations de l'AE)			
Comité sur l'assurabilité	• Établir certaines orientations en matière de revenus assurables, notamment en ce qui concerne les emplois occupés au Québec, hors Québec, la résidence réputée et le travail visé. • Valider le caractère assurable des divers types de revenus répertoriés dans le tableau des revenus concurrents (la validation de la répartition applicable sera faite par la DAJ).	MTESS (Direction générale adjointe du Régime québécois d'assurance parentale)	8 au total (4 DGDSCG)	MTESS (DGARQAP, DAJ) CGAP RQ	4 fois par année
Comité des dirigeants gouvernementaux	• Soutenir la prise de décision relative aux orientations stratégiques du déploiement de Services Québec. Le comité rend disponibles les ressources nécessaires (financières, humaines, informationnelles et matérielles) à la réalisation du déploiement. Le comité est soutenu par des comités et des groupes de travail où sont dégagés des experts des ministères et organismes pour réaliser les travaux requis.	MTESS (Secteur du développement des services aux citoyens et gouvernance)	20	MTESS (SDSCG), CSPQ, CNESST, MESI, MCC, MFamille, MJustice, MEES, MERN, MAMOT, MTMDET, MCE, MDDELCC, MTourisme, RAMQ, Retraite Québec, Revenu Québec, SCT, SAAQ, SQI	Environ 1 rencontre par mois
Équipe de projet interministériel en communication sur le déploiement de Service Québec	• Cette équipe soutient les travaux des comités.	MCE	23	MCE et organismes (CNESST, CTQ, RAMQ, Retraite Québec, Revenu Québec, SAAQ, STQ, SQI, Tourisme Québec)	10 fois par année
Comité IMT-ISEP (Information sur le marché du travail et information scolaire et professionnelle)	• Soutenir la CPMT dans l'établissement du portrait du marché du travail et dans l'identification des besoins de main-d'œuvre et de formation ainsi que des compétences offertes et demandées;	MTESS (SMA-EQ)	12	MTESS (SPASAQ, EQ, CPMT), MEES, MIDI, CCQ	8-10 fois par année

Nom du comité interministériel	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Fréquence des réunions
	• Favoriser le développement et l'utilisation accrue de l'IMT et de l'ISEP aux niveaux national, sectoriel, régional et local par les acteurs du système d'emploi et de formation.				
Comité pour l'élaboration de la Stratégie ministérielle pour l'insertion professionnelle des Premières Nations et des Inuits	Comité de travail qui a été mis en place en vue d'élaborer la Stratégie ministérielle pour l'insertion professionnelle des Premières Nations et des Inuits. Les travaux sont toujours en cours.	MTESS (EQ-DPDS)	10	MTESS : DPDS, DPERIV – SPASAC, CPMT; Comité consultatif des Premières Nations et des Inuit relatif au marché du travail (CCPNIMT)	6 fois par année
Comité formation stage découlant de la Table interministérielle sur l'emploi et la formation)	Dans la perspective d'intégrer des éléments du système dual en formation professionnelle et technique, proposer des moyens pour augmenter le nombre d'heures de formation en entreprise; des solutions pour augmenter l'intérêt et la capacité des entreprises à accueillir des stagiaires; des solutions visant à favoriser de meilleurs arrimages entre la formation professionnelle et technique.	MEES/MTESS-EQ	9	MTESS (EQ), MEES, CPMT, EQ, DGPASAC	Aux 2 mois
Comité immigration (sélection) découlant de la Table interministérielle sur l'emploi et la formation	Contribuer au développement optimal des moyens susceptibles de favoriser l'adéquation entre la sélection et le recrutement des travailleurs et les besoins du marché du travail.	Co-présidé MTESS (EQ) et MIDI	15	MIDI, MTESS (EQ et CPMT), MESI, MEES.	4 fois par année (à déterminer)
Table sur l'aide au développement économique (TADE)	Objectif : simplification des procédures, amélioration de l'efficacité des programmes et réduction des coûts en matière d'aide au développement économique Mandat global : révision de l'aide financière au développement économique (recommandations 56 à 58 de la CRPP).	MESI	9 dont un MTESS/EQ	SCT, MESI, MFFP, MFQ, MTESS(EQ), MERN, MAPAQ, MTQ, Min. Tourisme	4 fois par année

Nom du comité interministériel	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Fréquence des réunions
Équipe de projet interministériel de la Table sur l'aide au développement économique	▪ Mettre à jour l'inventaire des programmes d'aide au développement économique ▪ Identifier les programmes/volets ainsi que les organismes à considérer dans le cadre des travaux et les répartir entre les différents comités de travail ▪ Assurer la liaison et la cohérence des travaux des comités	MESI	9	SCT, MESI, MFFP, MFQ, MTESS(EQ), MERN, MAPAQ, MTQ, Min. Tourisme	Aux 6 semaines
Comité concertation de l'équipe de projet de la Table sur l'aide au développement économique	▪ Identifier les actions récentes des ministères en lien avec le mandat de la TADE, le cas échéant ▪ Dresser un portrait des organismes de concertation, recevant du financement public ou non, et des programmes de soutien au fonctionnement et/ou aux projets de ces organismes ▪ Faire des recommandations en fonction des résultats obtenus	MESI	6	MESI; MAMOT; MAPAQ; MFFP; MTQ; MTESS (EQ)	Aux 3 semaines
Comité entrepreneuriat de l'équipe de projet de la Table sur l'aide au développement économique	▪ Identifier les actions récentes des ministères en lien avec le mandat de la TADE, le cas échéant ▪ Dresser un portrait exhaustif des organismes d'entrepreneuriat et des programmes de soutien au fonctionnement et/ou aux projets de ces organismes	MESI	6	MAMOT; MAPAQ; MESI; MTESS (EQ); MEES; MCE (SAJ; SAA); MIDI	Aux 4 semaines
Comité interministériel sur la stratégie numérique	▪ Échange d'information entre les ministères et organismes concernés sur les démarches de consultation lancées en novembre 2015 sur la Feuille de route en économie numérique ▪ Contribuer à la préparation et au lancement de la Feuille de route numérique	MESI	7	MFQ, Min. Tourisme, Revenu Québec, MAPAQ, MÉES, MTESS (EQ), MESI	2 fois jusqu'à maintenant
Comité interministériel sur la stratégie de l'aérospatiale	▪ Échange d'information entre les ministères et organismes concernés sur les démarches de consultation lancées en septembre 2015 sur la stratégie de l'aérospatiale	MESI	5	MESI, IQ, MFQ, MTESS (EQ), MEES	Deux rencontres depuis octobre 2015

Nom du comité interministériel	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Fréquence des réunions
	▪ Identification et présentation de mesures pour la stratégie ▪ Contribuer à la préparation et au lancement de la Stratégie				
Comité directeur Plan Nord II	• Structure de concertation interministérielle qui assure une cohésion de l'action gouvernementale à l'égard du développement nordique.	Secrétariat au Plan Nord	12	MTESS (EQ); MAMOT; MEES; MDDELCC; MESI; MJQ; MCE; MSSS; MTMDET; SAA; MERN	1 fois par mois
Comité interministériel Jeunesse	• Assurer le suivi de la nouvelle politique jeunesse et de son plan d'action.	SAJ	16	MAPAQ; MDDELCC; MEES; MCC; MESI; MIDI; MAMOT; MSSS; MF; MSP; MRIF; SAA; MTESS (SMA-EQ)	3 fois par année
Comité interministériel pour l'accès et le maintien des femmes dans les métiers traditionnellement masculins	• Consolider la concertation des divers acteurs gouvernementaux qui mettent en œuvre des actions en matière de diversification des choix scolaires et de mixité des professions.	SCF	6	MTESS (EQ) MEES MESI	4 fois par année
Comité conjoint Canada-Québec Entente de mise en œuvre relative au marché du travail (CCC-Q)	• Faciliter la mise en œuvre et le suivi des dispositions de nature permanente de l'entente de mise en œuvre et l'entente de principe.	MTESS (Direction générale adjointe de la planification et du marché du travail), coprésidence au CCC-Q pour le Québec	10	MTESS (DGAPMT, DGAMSS, DGATI) SC EDSC	2 fois par année
Groupe de travail interministériel sur le protocole d'entente MTESS/MEES/ACJQ	• Identifier les problèmes d'accès à une aide financière pour les jeunes issus des centres jeunesse, identifier des pistes de solutions, réviser les modalités de collaboration et proposer des modifications au protocole d'entente interministériel.	MTESS (Direction de la planification et du développement des stratégies)	7	MTESS (EQ); MEES (Direction des services à la clientèle et de l'attribution); MSSS (Direction des jeunes et des familles)	4 fois par année
Comité interministériel MIDI/MTESS sur la régionalisation de	• Contribuer à accroître le nombre d'immigrants nouvellement arrivés qui s'installent à l'extérieur de la grande région de Montréal dans les secteurs d'activités et les régions où il y a rareté de main-	MTESS (Direction de la planification et du développement des stratégies)	Entre 4 et 6	MTESS (EQ) MIDI	3 fois par année

Nom du comité interministériel	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Fréquence des réunions
l'immigration	d'œuvre.				
Comité interministériel –Plan d'action du gouvernement du Québec pour l'accueil et l'intégration des personnes réfugiées sélectionnées à l'étranger	• Améliorer et adapter les interventions auprès des personnes réfugiées.	Comité piloté par le MIDI	Entre 7 et 10	MIDI MTESS (EQ) MEES MSSS	4 fois par année
Comité tripartite AADNC-MTESS-APNQL (Commission de la santé et de services sociaux des Premières nations du Québec et du Labrador)	• Proposer des solutions sur des situations spécifiques à ces communautés (Ex.: admissibilité aux services dentaires, pharmaceutiques et optométriques pour les enfants sans statut d'Indien vivant dans une réserve indienne, arrimage avec les lois et règlements du Québec).	MTESS (Direction de la planification et du développement des stratégies)	5	AADNC MTESS (DPDS) APNQL	Aux 2 mois
Comité sous-ministériel de coordination des dossiers Inuits	• Le Comité est un lieu d'échange interministériel permanent qui a pour objectif de favoriser une meilleure collaboration et une meilleure coordination de l'action gouvernementale au Nunavik afin de mettre en place des mesures concrètes et structurantes visant l'amélioration de la qualité de vie des N*unavimmiut.*	SAA	9	MTESS (EQ, DGPMT); MJQ; MSSS; MSP, MEES, MAMOT, MFA; MESI, SAJ; SHQ; Société du Plan Nord (SPN)	Au besoin
Comité interministériel sur la problématique des soins de santé offerts aux autochtones dans un milieu urbain	• Rencontre des partenaires visant à résoudre les problématiques entourant les services et soins offerts aux personnes devant recevoir des services de santé et des services sociaux en milieu urbain de manière temporaire ou prolongée.	CSSPNQL	20	MTESS (DMSI); CSSPNQL; AADNC; Santé Canada; Uashat mak Mani-Utenam : Réserve amérindienne; SHQ; MSSS; APNQL; SAA	1 à 2 fois par année
Groupe de travail Canada-Québec sur le Repérage, la Référence et la Rétroaction	• Coordonner la mise en place du dispositif de repérage des prestataires d'assurance-emploi actuel et de leur évolution.	MTESS (EQ, DGMSS) - Responsable du Groupe de travail pour le Québec au	10	MTESS (DPDS, DGAPMT, DEC-EQ, DR Île-de-Montréal, DSESS) SC	3 fois par année

Nom du comité interministériel	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Fréquence des réunions
des prestataires d'assurance-emploi (PAE)	• Effectuer les suivis, identifier les problématiques, proposer des solutions.	CCC-Q			
Groupe de travail Canada-Québec 3R élargi – Affaires et Technologie	• Assurer le respect des objectifs du Québec, tant sur les principes du fondement du dispositif de repérage et de référence du Québec, le fonctionnement actuel du dispositif que tous les aspects systémiques.	MTESS (Direction générale adjointe des mesures, des services et du soutien et Direction des mesures et services aux individus) - Responsable pour la partie Québec	24	MTESS (DGATI, DPDS, DEC-EQ, DPO) SC EDSC	6 fois par année
Groupe de travail conjoint Canada-Québec sur le service national de placement	• Effectuer le suivi des modalités de réalisation des fonctions du service national de placement (SNP) et d'en rendre compte au comité conjoint	MTESS (Direction des mesures et services aux entreprises et du placement) - Coprésidence	5 à 8	MTESS (DAIMT, DGATI) SC EDSC	2 fois par année
Comité eaux usées/eau potable MDDELCC-DQR	• Développement et implantation de règlements et de programmes relatifs à la gestion des eaux usées et à l'eau potable.	MTESS (Direction de la qualification réglementée)	6	MDDELCC MTESS (DQR)	2 fois par année
Comité de suivi de l'Entente concernant les interventions des services publics d'emploi offertes aux personnes sous la responsabilité des services correctionnels de la Sécurité publique	• Suivre la mise en œuvre de la présente entente • Favoriser le partage d'information Participer à la production du plan quadriennal • Participer à la production du bilan annuel • Identifier les problématiques liées à la mise en œuvre de la présente entente • Proposer des actions ou des activités qui pourraient être mises en place par l'un ou par l'ensemble des répondants et représentants permanents	MTESS (EQ-DGPMT)	10	MTESS (DPDS et DR de Montréal), MSP (Direction des programmes), Comité consultatif clientèle judiciarisée adulte, organismes d'employabilité spécialisé auprès des personnes judiciarisées, Comité consultatif de la ministre de la Sécurité publique (via le Fonds de soutien pour la réinsertion sociale) et le MEES.	4 fois par année
Comité de suivi de l'Entente concernant l'accès aux services éducatifs pour les personnes incarcérées	• Le mandat du comité est de discuter de l'offre de service de formation en établissement de détention.	MEES	8	MTESS (DPDS et DR de Montréal), MSP (Direction des programmes), Comité consultatif clientèle judiciarisée adulte, organismes	2-3 fois par année

Nom du comité interministériel	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Fréquence des réunions
(entente entre le MEES et le MSP)				d'employabilité spécialisé auprès des personnes judiciarisées, Comité consultatif de la ministre de la Sécurité publique (via le Fonds de soutien pour la réinsertion sociale) et le MEES.	
Comité Emploi-Québec /ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur/Fédération des commissions scolaires du Québec	• Favoriser la concertation entre les partenaires du réseau de l'éducation et le MTESS et la cohérence des actions en matière de formation. • Améliorer la compréhension des enjeux propres à chacune des organisations.	MTESS (Direction générale adjointe aux opérations du Nord et de l'Est)	6	MTESS (DGAONE, DGAPMT, DGAMSS) Fédération des commissions scolaires du Québec MEES	2 fois par année
Comité Emploi-Québec/ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur/Fédération des cégeps	• Favoriser la concertation entre les partenaires du réseau de l'éducation et le MTESS et la cohérence des actions en matière de formation. • Améliorer la compréhension des enjeux propres à chacune des organisations.	MTESS (Direction générale adjointe aux opérations du Nord et de l'Est)	6	MTESS (EQ - DGAONE, DGAPMT, DGAMSS) Fédération des cégeps MEES	2 fois par année
Comité interministériel Projets économiques d'envergure	En lien avec les projets d'investissement : • prévoir les difficultés soulevées par les réglementations gouvernementales et accompagner le promoteur dans la résolution de ces dernières; • faciliter la compréhension des différents enjeux gouvernementaux rattachés aux projets.	MESI	Variable/ en fonction des ministères et organismes interpellés par les projets	Varie en fonction du projet. Par exemple : MTESS (EQ-BSMA); MESI; IQ; MDDELCC; MERN; ; MTMDET; MFQ; SAA; H-Q; Représentants de l'entreprise; Etc.	5 fois par année
Comité interministériel pour l'emploi de la métropole	• Pour la région métropolitaine de Montréal, se doter d'une vision métropolitaine commune et à long terme relative aux enjeux et au potentiel de développement en lien avec les planifications régionales, dégager les impacts des décisions et orientations prises par le	MTESS (Opérations territoriales)	13	MTESS (SOT - DR : Laval, Montérégie, Lanaudière, Laurentides, Île-de-Montréal); MIDI; Secrétariat à la région métropolitaine; MCE; MESI	5 fois par année

Nom du comité interministériel	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Fréquence des réunions
	CEM et s'assurer de leur prise en compte dans les activités et les planifications régionales				
Comité consultatif de l'application de la Politique institutionnelle d'évaluation des programmes PIEP	• Effectuer l'analyse des programmes des collèges privés.	MEES	6	MTESS (DGAOSO : Représentante d'Emploi-Québec) MEES Collèges privés	2 fois par année
Groupe de travail en matière d'enquête (GTME)	• Comité de travail *ad hoc* du comité de réalisation.	RAMQ	9	MTESS (SOT, DGARQAP); MIDI; Retraite Québec; RQ; SAAQ; RACJ; MSP; MDDELCC	4 fois par année
Comité interministériel permanent sur la protection des travailleurs étrangers temporaires peu spécialisés	• Assurer de manière continue la protection des travailleurs étrangers temporaires peu spécialisés, recrutés à l'étranger, notamment, par la mise en place de mécanismes d'information et de soutien. • Avis sur l'encadrement du recrutement des travailleurs étrangers temporaires peu spécialisés.	MTESS (Secrétariat du travail - Direction des politiques du travail)	9	• MTESS (DMSEP et Direction des politiques du travail) • MIDI (Dir. des politiques et des programmes de participation et d'inclusion) • MAPAQ (Dir. de la main-d'œuvre et de la relève Sous-ministériat à la formation bioalimentaire) • MRIF (Dir. des organisations internationales et des enjeux globaux) • CNESST (Dir. de l'indemnisation et de la réadaptation et Direction des affaires juridiques) • CDPDJ (Dir. de la recherche, de l'éducation-coopération et des communications)	4 fois par année Rencontre en sous-comité selon le besoin des travaux.

2016-04-08

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-05

Titre

Nombre et pourcentage d'employés occasionnels par secteurs au ministère en 2015-2016 et comparaison avec les cinq années financières précédentes. Préciser pour chaque secteur et pour chaque année le nombre et le pourcentage d'employés devenus permanents.

Exposé et statistiques :

Au 2 mars 2016, le Ministère, volet Emploi et Solidarité sociale, compte 1 115 employés occasionnels, ce qui représente 18,9 % de son effectif (5 887 effectifs réguliers et occasionnels). Parmi les 75 recrutements réguliers effectués en 2015-2016, 65 occasionnels ont obtenu un statut d'employé temporaire, représentant 86,7 % des recrutements.

SOURCE : DGRH – 2016-03-22
COLLABORATION :
VALIDATION:

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-06

Titre :

Copie et détail de toute demande de réduction, de consolidation, d'optimisation des ressource et de moyens ou de compressions de dépenses, reçue par le ministère ou l'organisme qui en relève en 2015-2016. Fournir l'ensemble des échanges, correspondances ou autres à ce sujet.

Fournir également la ventilation de toutes les compressions financières réalisées et à venir du ministère et des organismes qui en relèvent dans le cadre du Plan de retour à l'équilibre budgétaire pour chacune des années financières 2014-2015 et 2015-2016, ainsi que les prévisions pour 2016-2017.

Exposé et statistiques :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

SOURCE : Direction du budget, DGSG
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 31 mars 2016

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-07

Titre :
Liste et copie de tous les sondages effectués par le ministère et par chaque organisme qui en relève en 2015-2016, en indiquant les coûts, le sujet et, le cas échéant, la firme retenue pour le réaliser.

Exposé et statistiques (volet Emploi et Solidarité sociale) :

Enquête sur le recrutement et l'emploi au Québec (EREQ)
Firme : SOM
Coût : 1,4 M$

Enquête sur le cheminement d'intégration des immigrants nouvellement arrivés
Firme : Advantis Jolicoeur
Coût : 216 000 $

Étude sur le portrait de la clientèle individu et entreprise recourant à la mesure PRIIME dans la région de Laval
Firme : Collège Montmorency
Coût : 22 915 $

Évaluation des mesures actives incluant le Service d'aide à l'emploi (SAE)
Firme : SOM
Coût : 427 320 $

Sondage de satisfaction de la clientèle auprès des demandeurs d'informations de services publiques d'emploi au CRC Emploi de Montréal (CRCEM)
Firme : Léger marketing
Coût : 11 500 $

Enquête NETendances
Firme : CEFRIO
Coût : 50 000 $

Accent sur les entreprises 5
Firme : Institut des services axés sur les citoyens (ISAC)
Coût : 17 500 $

Panels de citoyens - Panels d'entreprises
Firme : SOM
Coût : 11 925 $

Sondage de satisfaction auprès des utilisateurs d'IMT en ligne
Firme : Écho Sondage
Coûts : 13 900 $

Enquête sur la formation continue auprès des organismes responsables de l'encadrement des professions réglementées
Firme : Surveymonkey.com
2015-2016 : 350 $

Évaluation du projet « Immigrants en action, phase 3 » dans la région de Laval
Coût : 16 000 $

Focus groupe auprès des entreprises dans la région de Laval
Coût : 29 400 $

Relance MFOR dans la région de la Montérégie
Firme : Écho Sondage
Coût : 13 797 $

Enquête sur les caractéristiques de la population de la MRC Les Sources dans la région de l'Estrie
Firme : Advanis Jolicoeur
Coût : 31 550 $

SOURCE :	Direction générale des politiques, de l'évaluation, de la recherche et des relations intergouvernementales / Direction de la recherche
COLLABORATION :	Direction de l'évaluation Secteur du développement des services aux citoyens et de la gouvernance (SDSCG) Bureau de la sous-ministre associée d'Emploi-Québec
VALIDATION :	
DATE :	2016-034-01

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-8

Titre :

Nombre total d'avis, juridiques et autres, commandés en 2015-2016 par le ministère ou le cabinet du ministre ainsi que pour chaque organisme qui en relève. Fournir la liste complète en indiquant les coûts, le sujet, le nom de l'organisme ou de la personne qui a réalisé l'avis et la date de réception.

Exposé et statistiques :

Avis juridiques internes d'un ministère

La *Loi sur le ministère de la Justice* prévoit que le ministre de la Justice est le jurisconsulte du lieutenant-gouverneur et le membre jurisconsulte du Conseil exécutif du Québec. C'est à ce titre qu'il donne ses avis juridiques aux divers ministères.

Les avis juridiques demandés par un ministère ou le cabinet du ministère sont protégés par le secret professionnel en vertu de l'article 9 de la *Charte des droits et libertés de la personne*.

Dans le cas des ministères, le droit au secret professionnel appartient au gouvernement qui seul peut y renoncer. Le ministère ou ministre, qui a demandé un avis juridique, ne peut prendre la décision de renoncer à la protection du secret professionnel au nom du gouvernement. Selon la pratique traditionnelle établie, c'est le ministre de la Justice qui gère cette situation pour assurer la cohérence des dossiers juridiques et qui prend la décision de rendre accessibles les renseignements protégés, en concertation avec les ministères concernés.

Généralement, le ministre de la Justice ne renonce pas à la protection du secret professionnel parce que la diffusion des avis juridiques risquerait de nuire sérieusement aux intérêts de l'État. En effet, la communication des avis juridiques pourrait causer préjudice à des politiques gouvernementales, à des procédures judiciaires actuellement en cours ainsi qu'aux moyens de défense du procureur général du Québec ou à d'autres intérêts de l'État.

De plus, les ministres sont invités à être prudents quant à l'existence même des avis juridiques puisque l'article 214 du *Règlement de l'Assemblée nationale* prévoit que lorsqu'un ministre cite, même en partie, un document, tout député peut lui demander de le déposer immédiatement. Le ministre doit s'exécuter, sauf s'il juge que cela serait contraire à l'intérêt public.

Pour ces raisons, le ministère ou le cabinet ne peut donner suite à la demande de communiquer les informations requises sur les avis juridiques internes commandés en 2015-2016 dans le cadre de l'Étude des crédits.

Avis juridiques internes d'un organisme

Les avis juridiques produits par les organismes sont pareillement protégés par le secret professionnel et seul l'organisme/client peut renoncer à leur divulgation.

Avis juridiques externes

Les avis juridiques produits dans le cadre d'un contrat de services juridiques conclu entre un avocat ou un notaire de la pratique privée et un ministère ou un organisme sont protégés par le secret professionnel. Seules les informations qui ont fait l'objet d'une renonciation au secret professionnel peuvent être divulguées.

SOURCE : Direction des affaires juridiques
VALIDATION: Me Mélanie Paradis
DATE : 2016-04-06

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-09

Titre :

Liste de tous les frais de traduction et liste des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2015-2016. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

Exposé et statistiques :

Se référer à la question 7 des renseignements généraux de l'opposition.

SOURCE : Direction des communications – 2015-03-09
COLLABORATION :
VALIDATION : Patrick Grenier, sous-ministre adjoint au développement des services aux citoyens et à la gouvernance
DATE : 2016-04-01

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-10

Titre :

Liste et détail de tous les mandats donnés à la Société immobilière du Québec par le ministère et par chaque organisme qui en relève pour la location, l'achat, la rénovation, la décoration et autres travaux réalisés en 2015-2016.

Exposé et statistiques :

Coûts d'aménagement ou de rénovation du 1er avril 2015 au 29 février 2016 :

Travaux d'aménagement, de déménagement, de câblage et d'électricité découlant de l'Union des forces : 147 945 $

Travaux d'aménagement, de déménagement, de câblage et d'électricité en lien avec l'optimisation des unités centrales : 108 729 $

Travaux d'aménagement, de déménagement, de câblage et d'électricité en lien avec la réorganisation territoriale : 206 784 $

Travaux d'aménagement divers : 5 218 $

Travaux divers liés à la Politique ministérielle sur l'accessibilité et l'adaptation du milieu de travail pour le personnel vivant avec une incapacité : 7 589 $

SOURCE : Direction des ressources matérielles, Secteur des services à la gestion et des ressources informationnelles
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2016-04-04

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

RP-11

Titre :

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2015-2016 :

a) la liste de tous les concours et tirage réalisés;
b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix;
c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours;
d) la liste des concours qui ont pris fin.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Aucun tirage n'a été effectué en 2015-2016 et aucun prix n'a été remis.

SOURCE : **Direction des communications – 2016-03-11**
COLLABORATION :
VALIDATION: **DBCAPI – 2016-03-11**
Patrick Grenier, sous-ministre adjoint au développement des services aux citoyens et à la gouvernance

DATE : 2016-03-30

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

RP-12

Titre :

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017:

- le nom de toutes les campagnes;
- les coûts de ces campagnes;
- le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser;
- les dates de diffusion de la campagne;
- les objectifs visés par chaque campagne.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Se référer à la question # 3 des demandes de renseignements généraux de l'opposition officielle.

SOURCE : **Direction des communications – 2016-03-11**
COLLABORATION :
VALIDATION: **Patrick Grenier, sous-ministre adjoint au développement des services aux citoyens et à la gouvernance**
DATE : 2016-04-04

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-13

Titre :
Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, la liste des programmes de financement ou de subventions, le montant global attitré au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun, pour 2015-2016 :

a) le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention ;
b) le nom du ou des organismes bénéficiaires ;
c) le montant qui leur a été accordé.

Fournir également la liste des projets qui ont été rejetés pour chaque programme.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)
2015-2016 (du 1er avril 2015 au 19 février 2016)

Programmes	Montant total versé	Nombre d'organismes aidés
Fonds de développement du marché du travail (FDMT)	**364 756 370 $**	**4 232**
Programme d'aide et d'accompagnement social (PAAS)	**3 657 745 $**	**503**
Fonds d'aide à l'action communautaire autonome (FAACA) **Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole** **Montant versé au 29 février 2016**		
Volet Promotion des droits (PDD)	16 793 611 $	317
Volet multisectoriel	696 172 $	13
Volet recherches et études en lien avec la mise en œuvre de la politique gouvernementale (REPG)	78 442 $	3
Total FAACA	**17 568 225 $**	**333**
Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS) **Montant versé au 29 février 2016**	**21 992 610 $**	**31**
Programme de soutien financier des corporations de développement communautaire (CDC) **Montant versé au 29 février 2016**	**3 849 223 $**	**59**

Programme de soutien financier aux centres offrant des services en toxicomanie avec hébergement (Données financières au 29 février 2016)	**154 000 $**	**6**
Programme de soutien aux initiatives sociales et communautaires Montant versé au 29 février 2016		
Volet Action communautaire et action bénévole (ACAB)	25 483 $	11
Volet Initiatives sociales (IS)	75 000 $	1
Total PSISC	**100 483 $**	**12**

SOURCE : Direction de la statistique, information de gestion et suivi de la performance, 3 mars 2016

COLLABORATION : Direction générale de la solidarité et de l'action communautaire, 231 mars 2016

VALIDATION:
DATE :

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

RP-14

Titre :

Pour le ministère et chacun des organismes, qui en relèvent, indiquer pour 2015-2016 :

a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques;

b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques;

c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilé par instances ou organismes.

d) le total des sommes investies en veille médiatique, ventilé par poste de dépenses (revue de presse, analyse de presse, etc.), les firmes externes ou consultants engagés à cette fin, ainsi que les sujets qui font ou ont fait l'objet d'une veille médiatique.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Du 1er avril 2015 au 29 février 2016 :

a) Les employés de la Direction des communications relèvent du ministère du Conseil exécutif : 0 pour le Ministère (volets Travail et Emploi et Solidarité sociale)

b) 106 025,96 $ (volet Emploi et Solidarité sociale seulement)

c) Non disponible

d) Veille médiatique pour le Ministère (volets Travail et Emploi et Solidarité sociale) : 66 432,75 $

- Communication DEMO : 63 731, 45 $
- CNW Telbec : 2 701, 30 $
- Les sujets concernent ce qui touche à la mission du Ministère.

SOURCE : **Direction des communications : 2016-04-01**
VALIDATION : **DBCAPI - 2016-03-17**
Patrick Grenier, sous-ministre adjoint au développement des services aux citoyens et à la gouvernance

DATE : 2016-04-05

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-15

Titre :
Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, le nombre d'ETC affectés et les coûts reliés à la préparation de l'exercice d'étude des crédits budgétaires (incluant les réponses aux questions et les présences en commission parlementaire).

Exposé et statistiques :

Les efforts totaux liés à la préparation de l'étude des crédits 2016-2017 pour le Ministère (incluant volet Emploi et Solidarité sociale et volet Travail) sont estimés à 4,6 ETC utilisés.

Les coûts reliés à la préparation de l'étude des crédits 2016-2017 sont estimées à 22 000 $. Ce montant exclut la masse salariale.

SOURCE : Direction générale des services à la gestion, DGSG
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2016-04-07

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-16

Titre : Pour le Ministère et chacun des organismes qui en relèvent, le total et la ventilation des créances à recouvrer pour chacune des années 2010-2011 à 2015-2016, l'âge des créances (ventilé par année) et les moyens entrepris pour les recouvrer. Prévisions pour 2016-17.

Exposé et statistiques :

Le solde du compte débiteur d'Emploi-Québec au 31 mars 2016, estimé en tenant compte des résultats réels au 29 février 2016, sera de 684,9 M$.

Répartition du solde du compte débiteur d'Emploi-Québec selon l'âge des comptes (en millions de dollars)

	2015-2016 (a)
0 à 6 mois	72,2
6 à 12 mois	51,9
12 à 24 mois	82,0
24 à 36 mois	53,9
36 mois et plus	424,9
Total	684,9

a) Solde au 31 mars 2016 estimé en tenant compte des résultats réels au 29 février 2016.

Moyens utilisés pour effectuer le recouvrement

Les moyens utilisés par le Centre pour effectuer le recouvrement des créances dues au Ministère sont le recouvrement effectué par le personnel et le recouvrement automatisé.

i) Recouvrement effectué par le personnel

Il s'agit :

- des ententes de remboursement négociées selon la capacité de payer de la personne débitrice;
- des procédures judiciaires confiées à la Direction des affaires juridiques, notamment les saisies de salaire et d'avoir liquide, les hypothèques légales, ainsi que les saisies de biens.

ii) Recouvrement automatisé

Il s'agit principalement :

- des retenues sur les sommes versées par Emploi-Québec. Le Règlement sur l'aide aux personnes et aux familles prévoit que ces retenues sont de l'ordre de 56 $, 112 $ ou 224 $ selon le type de créance, sans toutefois excéder la moitié de la prestation à laquelle la personne prestataire aurait autrement droit ;
- des retenues qu'effectue Revenu Québec sur les remboursements d'impôt et sur le crédit d'impôt pour solidarité afin de recouvrer les créances d'Emploi-Québec.

SOURCE : DGRRRA — SRC
COLLABORATION :
VALIDATION : SSGRI
DATE : 8 avril 2016

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-17

Titre :

Pourcentage d'immigrants qui étaient sans emploi au 31 mars 2016.

Exposé et statistiques :

Le taux de chômage des personnes immigrantes était de 10,7 % en 2015.

Il s'est établi à 10,3 % en février 2016 (données mensuelles non désaisonnalisées).

SOURCE :	Direction de l'analyse et de l'information sur le marché du travail
VALIDATION :	Bureau de la sous-ministre associée d'Emploi-Québec
DATE :	2016-04-05

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-18

Titre :

Nombre et pourcentage d'immigrants qui bénéficient du Programme d'aide sociale du MESS au 31 mars 2016. Fournir la répartition régionale des immigrants.

Exposé et statistiques :

- Voici les données pour janvier 2016 :

- Janvier 2016 -			
	Immigrants		Total des adultes Aide sociale
	N	%	N
Ensemble du Québec	**50 241**	***24,2%***	**207 337**
01 - Bas-Saint-Laurent	44	*1,1%*	4 025
02 - Saguenay - Lac-St-Jean	66	*1,0%*	6 827
03 - Capitale-Nationale	1 911	*15,6%*	12 222
04 - Mauricie	362	*3,6%*	9 936
05 - Estrie	1 229	*14,6%*	8 390
06 - Île-de-Montréal	36 583	*49,6%*	73 705
07 - Outaouais	1 430	*13,7%*	10 469
08 - Abitibi-Témiscamingue	34	*1,1%*	3 162
09 - Côte-Nord	8	*0,5%*	1 661
10 - Nord-du-Québec	4	*0,5%*	764
11 - Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine	11	*0,4%*	2 744
12 - Chaudières-Appalaches	105	*2,0%*	5 173
13 - Laval	3 304	*42,9%*	7 704
14 - Lanaudière	607	*5,3%*	11 480
15 - Laurentides	618	*4,8%*	12 939
16 - Montérégie	3 535	*11,9%*	29 620
17 - Centre-du-Québec	386	*5,9%*	6 497
Central	4	*21,1%*	19

SOURCE : Direction de la statistique, de l'information de gestion et du suivi de la performance.
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : **5** avril 2016

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-19

Titre :

Évolution du nombre d'employés pour chaque Centre local d'emploi (CLE) depuis l'année financière 2003-2004.

Exposé et statistiques :

Vous référer à la question 47 des Renseignements particuliers de l'opposition officielle.

SOURCE : DGRH – 2016-03-31

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-20

Titre :

Liste des baux pour les espaces occupés par chaque Centre local d'emploi (CLE) incluant l'emplacement, la superficie du local, la superficie réellement occupée et la superficie inoccupée.

Exposé et statistiques :

Nombre de CLE : 126 dans 17 régions

Superficie totale : 143 222,37 m^2

Région	**Centre local d'emploi**	**Emplacement**	**Superficie locative = Superficie occupée m^2**
01-Bas-Saint-Laurent	CLE Amqui	49, boul. St-Benoît Est Amqui (Québec) G5J 2B8	791,62
01-Bas-Saint-Laurent	CLE La Pocatière	161, route 230 ouest, bureau 600 La Pocatière (Québec) G0R 1Z0	734,95
01-Bas-Saint-Laurent	CLE Matane	750, avenue du Phare Ouest, bureau 205 Matane (Québec), G4W 3W8	783,69
01-Bas-Saint-Laurent	CLE Mont-Joli	42, avenue Doucet Mont-Joli (Québec) G5H 1R5	842,37
01-Bas-Saint-Laurent	CLE Rimouski-Neigette	337, rue Moreault, 1er étage Rimouski (Québec) G5L 1P4	1 610,00
01-Bas-Saint-Laurent	CLE Rivière-du-Loup	385 A, rue Lafontaine Rivière-du-Loup (Québec) G5R 3B5	1 157,13
01-Bas-Saint-Laurent	CLE Témiscouata	4, rue de la Gare Témiscouata-sur-le-Lac (Québec) G0L 1E0	714,84
01-Bas-Saint-Laurent	CLE Trois-Pistoles	634, rue Richard Trois-Pistoles (Québec) G0L 4K0	535,16
02-Saguenay-Lac-Saint-Jean	CLE Chicoutimi	237, rue Riverin OU 245, rue du Riverin Chicoutimi (Québec) G7H 7W7	1 759,53
02-Saguenay-Lac-Saint-Jean	CLE Jonquière	3885, boul. Harvey, 3e étage Place Saint-Michel Jonquière (Québec) G7X 9B1	1 642,91
02-Saguenay-Lac-Saint-Jean	CLE La Baie	782, rue Victoria La Baie (Québec) G7B 3M7	744,67
02-Saguenay-Lac-Saint-Jean	CLE Lac-Saint-Jean Est	725, rue Harvey Ouest, 2e étage Alma (Québec) G8B 1P5	1 360,81
02-Saguenay-Lac-Saint-Jean	CLE Maria-Chapdelaine	1500, rue des Érables Dolbeau-Mistassini (Québec) G8L 2W7	757,33
02-Saguenay-Lac-Saint-Jean	CLE Roberval	755, boul. Saint-Joseph, 1er étage Bureau 213 Roberval (Québec) G8H 2L4	881,13
03-Capitale Nationale	CLE Baie-Saint-Paul	915, boul. Monseigneur-De Laval Baie-Saint-Paul (Québec) G3Z 1A2	537,25
03-Capitale Nationale	CLE La Malbaie	21, rue Patrick-Morgan C. P. 338 La Malbaie (Québec) G5A 1T8	710,06
03-Capitale Nationale	CLE Portneuf	100, route 138, bureau 220 Donnacona (Québec) G3M 1B6	797,75

03-Capitale Nationale	CLE Beauport	773, avenue Royale, 1er étage Québec (Québec) G1E 1Z1	1 298,98
03-Capitale Nationale	CLE Charlesbourg	8000, boul. Henri-Bourassa, 2e étage Québec (Québec) G1G 4C7	1 720,33
03-Capitale Nationale	CLE des Quartiers-Historiques	400, boul. Jean-Lesage, hall ouest Bureau 40 Québec (Québec) G1K 8W1	2 267,67
03-Capitale Nationale	CLE Sainte-Foy	1020, route de l'Église, 4e étage Québec (Québec) G1V 5A	1 802,76
03-Capitale Nationale	CLE Côte-de-Beaupré	9104, boul. Sainte-Anne Sainte-Anne-de-Beaupré (Québec) G0A 3C0	484,45
04-Mauricie	CLE Grand-Mère	401, 5e Avenue, 1er étage, bureau 10 Grand-Mère (Québec) G9T 2M3	830,65
04-Mauricie	CLE La Tuque	655, rue Desbiens OU 445, rue Lacroix La Tuque (Québec) G9X 4G9	663,45
04-Mauricie	CLE Louiseville	511, avenue Marcel Louiseville (Québec) J5V 1N1	816,22
04-Mauricie	CLE Sainte-Geneviève-de-Batiscan	213, rue de l'Église Sainte-Geneviève-de-Batiscan (Québec) G0X 2R0	487,67
04-Mauricie	CLE Sainte-Thècle	301, rue Saint-Jacques, bureau 101 Sainte-Thècle (Québec) G0X 3G0	532,47
04-Mauricie	CLE Shawinigan	212, 6e Rue, bureau 1.17 Shawinigan (Québec) G9N 8M5	1 444,39
04-Mauricie	CLE Trois-Rivières	225, rue des Forges, 1er étage Bureau 100 Trois-Rivières (Québec) G9A 6N4	2 875,00
05-Estrie	CLE Asbestos	597, boul. Simoneau Asbestos (Québec) J1T 4G7	541,90
05-Estrie	CLE Coaticook	29, rue Main Est, bureau 201 Coaticook (Québec) J1A 1N1	419,42
05-Estrie	CLE East Angus	120, rue Angus Nord East Angus (Québec) J0B 1R0	653,46
05-Estrie	CLE Lac-Mégantic	5400, rue Papineau, Complexe C OU 5527, rue Frontenac Lac-Mégantic (Québec) G6B 0B9	892,74
05-Estrie	CLE Magog	1700, rue Sherbrooke, bureau 100 Magog (Québec) J1X 5B4	1 130,35
05-Estrie	CLE Sherbrooke	70, rue King Ouest, bureau 400 Sherbrooke (Québec) J1H 0G6	2 819,18
05-Estrie	CLE Windsor	5, rue des Sources, bureau 110 Windsor (Québec) J1S 2X3	641,53
06-Montréal	CLE LaSalle	2212, avenue Dollard, 2e étage LaSalle (Québec) H8N 1S6	1 399,37
06-Montréal	CLE Montréal-Nord	5872, boul. Léger, bureau 200 Montréal-Nord (Québec) H1G 6N5	2 369,29
06-Montréal	CLE Ouest-de-l'île	1000, boul. Saint-Jean, 4e étage Pointe-Claire (Québec) H9R 5Y8	1 331,97
06-Montréal	CLE Saint-Laurent	6900, boul. Décarie, bureau 3700 Côte-Saint-Luc (Québec) H3X 2T8	3 493,59
06-Montréal	CLE Côte-des-Neiges	6655, chemin de la Côte-des-Neiges 3e étage, Montréal (Québec) H3S 2B4	1 246,70
06-Montréal	CLE Plateau Mont-Royal	201, avenue Laurier Est Montréal (Québec)	2 738,60
06-Montréal	CLE Mercier	6690, rue Sherbrooke Est, bureau 200 Montréal (Québec) H1N 3W3	1 898,05
06-Montréal	CLE Parc Extension	7077, avenue du Parc, bureau 101 Montréal (Québec) H3N 1X7	1 280,39
06-Montréal	Centre spécialisé des demandeurs d'asile, des garants défaillants et des services aux parrainés	276, St-Jacques Montréal (Québec) H2Y 1N3	1 401,25

06-Montréal	CLE Pointe-Saint-Charles	2175, rue Saint-Patrick, bureau 300 Montréal (Québec) H3K 1B4	1 662,99
06-Montréal	CLE Saint-Michel	3750, boul. Crémazie Est, 2e étage Montréal (Québec) H2A 1B6	2 409,71
06-Montréal	CLE Saint-Léonard	8257, boul. Langelier Saint-Léonard (Québec) H1P 2B7	1 476,00
06-Montréal	CLE Sainte-Marie - Centre-Sud	1260, rue Sainte-Catherine Est, 3e étage Montréal (Québec) H2L 2H2	1 145,96
06-Montréal	CLE Verdun	1035, rue Galt, Rez-de-chaussée Verdun (Québec) H4G 2R1	3 102,32
06-Montréal	CLE Rosemont-Petite-Patrie (Iberville)	5656, rue d'Iberville, Rez-de-chaussée Montréal (Québec) H2G 2B3	2 216,59
06-Montréal	CLE Ahuntsic	10520, boul. de l'Acadie Montréal (Québec) H4N 1L9	2 163,18
06-Montréal	CLE Hochelaga-Maisonneuve	4427, rue de Rouen Montréal (Québec) H1V 1H1	1 462,70
07-Outaouais	CLE Aylmer	420, boul. Wilfrid-Lavigne, bureau 10 Gatineau (Québec) J9H 6W7	797,00
07-Outaouais	CLE Buckingham	154, rue Maclaren Est Gatineau (Québec) J8L 1K4	530,44
07-Outaouais	CLE Campbell's Bay	1290, route 148 Campbell's Bay (Québec) J0X 1K0	439,45
07-Outaouais	CLE Gatineau	456, boul. de l'Hôpital, bureau 300 Gatineau (Québec) J8T 8P1	1 897,41
07-Outaouais	CLE Hull	170, rue de l'Hôtel-de-Ville, 9e étage Gatineau (Québec) J8X 4C2	965,02
07-Outaouais	CLE Maniwaki	100, rue Principale Sud, bureau 240 Maniwaki (Québec) J9E 3L4	830,79
07-Outaouais	CLE Papineauville	365, rue Papineau Papineauville (Québec) J0V 1R0	636,64
08-Abitibi-Témiscamingue	CLE Val d'Or	186, avenue Perreault Val-d'Or (Québec) J9P 2H5	885,08
08-Abitibi-Témiscamingue	CLE Amos	262, 1re Avenue Est Amos (Québec) J9T 1H3	782,30
08-Abitibi-Témiscamingue	CLE La Sarre	655, 2e Rue Est La Sarre (Québec) J9Z 2Y9	758,18
08-Abitibi-Témiscamingue	CLE Rouyn-Noranda	189, rue Murdoch, 1er étage Rouyn-Noranda (Québec) J9X 1E3	952,27
08-Abitibi-Témiscamingue	CLE Senneterre	481, 7e Avenue Ouest Senneterre (Québec) J0Y 2M0	230,60
08-Abitibi-Témiscamingue	CLE Ville-Marie	1B, rue Notre-Dame Nord Ville-Marie (Québec) J9V 1W5	523,27
09-Côte-Nord	CLE Sept-Îles	456, avenue Arnaud, Rez-de-chaussée Bureau 11 Sept-Îles (Québec) G4R 3B1	1 125,15
09-Côte-Nord	CLE Baie-Comeau	625, boul. Laflèche, bureau 1.810 Baie-Comeau (Québec) G5C 1C5	1 143,02
09-Côte-Nord	CLE Forestville	134, Route 138 est Forestville (Québec) G0T 1E0	506,14
09-Côte-Nord	CLE Havre-Saint-Pierre	1280, rue de la Digue, bureau 200 Havre-Saint-Pierre (Québec) G0G 1P0	545,68
09-Côte-Nord	CLE Les Escoumins	459, Route 138 Les Escoumins (Québec) G0T 1K0	328,58
09-Côte-Nord	CLE Port-Cartier	2, rue Élie-Rochefort Port-Cartier (Québec) G5B 2N2	380,45
10-Nord-du-Québec	CLE Baie-James	333, 3e Rue Chibougamau (Québec) G8P 1N4	458,79
10-Nord-du-Québec	CLE Chisasibi	12, Maamuu Road Chisasibi (Québec) J0M 1E0	137,44
11-Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	CLE Avignon	314, boul. Perron, bureau A Carleton (Québec) G0C 1J0	666,10
11-Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	CLE Bonaventure	151, avenue de Grand-Pré, C.P. 400 Bonaventure (Québec) G0C 1E0	700,12

11-Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	CLE du Rocher-Percé	101, rue Commerciale Ouest Chandler (Québec) G0C 1K0	1 046,98
11-Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	CLE Îles-de-la-Madeleine	120, chemin de Gros-Cap Cap-aux-Meules (Québec) G4T 1K8	689,13
11-Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	CLE La Côte-de-Gaspé	96, montée de Sandy Beach, bureau 2.11 Gaspé (Québec) G4X 2V5	967,06
11-Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	CLE La Haute-Gaspésie	39, boul. Sainte-Anne Ouest Sainte-Anne-des-Monts (Québec) G4V 1R2	815,24
12-Chaudière-Appalaches	CLE Saint-Georges	11400, 1re avenue Est, bureau 30 Saint-Georges (Québec) G5Y 5S4	1 062,80
12-Chaudière-Appalaches	CLE Lac-Etchemin	1554, Route 277, bureau 1 Lac-Etchemin (Québec) G0R 1S0	575,83
12-Chaudière-Appalaches	CLE L'Islet	319, boul. Nilus-Leclerc, bureau 5 C. P. 247 L'Islet (Québec) G0R 2C0	425,38
12-Chaudière-Appalaches	CLE Montmagny	116, rue Saint-Jean-Baptiste Ouest Bureau A Montmagny (Québec) G5V 3B9	743,82
12-Chaudière-Appalaches	CLE Saint-Lazare	100-C, rue Mgr Bilodeau Saint-Lazare (Québec) G0R 3J0	315,17
12-Chaudière-Appalaches	CLE Sainte-Marie	1037, boul. Vachon Nord Sainte-Marie (Québec) G6E 1M4	605,47
12-Chaudière-Appalaches	CLE Thetford-Mines	693, rue Saint-Alphonse Nord Thetford-Mines (Québec) G6G 3X3	1 319,26
12-Chaudière-Appalaches	CLE Saint-Joseph-de-Beauce	1115, avenue du Palais Saint-Joseph (Québec) G0S 2V0	298,39
12-Chaudière-Appalaches	CLE du Littoral	1205, boul. Guillaume-Couture Lévis (Québec) G6W 0K9	1 999,95
13-Laval	CLE Chomedey-Sainte-Dorothée	1438, boulevard Daniel-Johnson Laval (Québec) H7V 4B5	1 881,85
13-Laval	CLE Laval-des-Rapides	3, Place-Laval, bureau 430 Laval (Québec) H7N 1A2	1 648,63
14-Lanaudière	CLE Terrebonne	1590, chemin Gascon Terrebonne (Québec) J6X 3A2	1 492,50
14-Lanaudière	CLE Berthierville	90, Place du Marché Berthierville (Québec) J0K 1A0	1 006,50
14-Lanaudière	CLE Joliette	409, rue Notre-Dame Joliette (Québec) J6E 3H5	1 841,81
14-Lanaudière	CLE Rawdon	3486, rue Queen Rawdon (Québec) J0K 1S0	851,23
14-Lanaudière	CLE Repentigny	155, rue Notre-Dame, bureau 25 Repentigny (Québec) J6A 5L3	1 489,86
14-Lanaudière	CLE Saint-Jean-de-Matha	941, route Louis-Cyr Saint-Jean-de-Matha (Québec) J0K 2S0	646,46
14-Lanaudière	CLE Sainte-Julienne	2495, rue Cartier Sainte-Julienne (Québec) J0K 2T0	943,32
15-Laurentides	CLE Sainte-Thérèse	100, boul. Ducharme, bureau 120 Sainte-Thérèse (Québec) J7E 4R6	1 900,51
15-Laurentides	CLE Lachute	505, avenue Bethanie, bureau 303 Lachute (Québec) J8H 4A6	786,52
15-Laurentides	CLE Mirabel Saint-Janvier	17690, rue Val d'Espoir Mirabel (Québec) J7J 1V7	9,00
15-Laurentides	CLE Mont-Laurier	585, rue Hébert Mont-Laurier (Québec) J9L 2X4	999,71
15-Laurentides	CLE Sainte-Agathe	1, rue Raymond Sainte-Agathe-des-Monts (Québec) J8C 2X2	1 376,54
15-Laurentides	CLE Saint-Eustache	367, boul. Arthur-Sauvé, bureau 247 Saint-Eustache (Québec) J7P 2B1	1 022,62
15-Laurentides	CLE Saint-Jérôme	85, rue de Martigny Ouest, 1er étage Saint-Jérôme (Québec) J7Y 3R8	2 074,52
15-Laurentides	CLE Sainte-Adèle	400, boul. de Sainte-Adèle	895,65

		Sainte-Adèle (Québec) J8B 2N2	
16-Montérégie	CLE Sorel	375, boul. Fiset Sorel-Tracy (Québec) J3P 7Z4	1 422,29
16-Montérégie	CLE Saint-Constant	126, rue Saint-Pierre Saint-Constant (Québec) J5A 2P1	800,35
16-Montérégie	CLE Vaudreuil-Soulanges	430, boul. Harwood, bureau 4 Vaudreuil-Dorion (Québec) J7V 7H4	973,98
16-Montérégie	CLE Valleyfield	63A, rue Champlain, bureau 220 Salaberry-de-Valleyfield (Québec) J6T 6C4	1 394,56
16-Montérégie	CLE Haut-St-Laurent	220, rue Châteauguay Huntingdon (Québec) J0S 1H0	712,65
16-Montérégie	CLE Longueuil	2877, chemin de Chambly, bureau 40 Longueuil (Québec) J4L 1M8	2 307,60
16-Montérégie	CLE Acton Vale	1130, rue Daigneault Acton Vale (Québec) J0H 1A0	513,48
16-Montérégie	CLE Boucherville	135-H, de Mortagne Boucherville (Québec) J4B 6G4	671,20
16-Montérégie	CLE Brome-Missisquoi	406, rue du Sud Cowansville (Québec) J2K 2X7	747,35
16-Montérégie	CLE Brossard	1, place du Commerce, bureau 200 Brossard (Québec) J4W 2Z7	1 691,74
16-Montérégie	CLE Châteauguay	180, boul. d'Anjou, bureau 250 Châteauguay (Québec) J6K 5G6	1 034,42
16-Montérégie	CLE Haute-Yamaska	77, rue Principale, Rez-de-chaussée Bureau 02 Granby (Québec) J2G 9B3	1 772,40
16-Montérégie	CLE La Vallée-du-Richelieu	515, boul. Sir-Wilfrid-Laurier Bureau 201 Beloeil (Québec) J3G 6R7	1 212,00
16-Montérégie	CLE Marieville	497, rue Sainte-Marie Marieville (Québec) J3M 1M4	531,76
16-Montérégie	CLE Saint-Hyacinthe	3100, boul. Laframboise, bureau 107 Saint-Hyacinthe (Québec) J2S 4Z4	1 965,56
16-Montérégie	CLE Le Haut-Richelieu	315, rue MacDonald, bureau 128 Saint-Jean-sur-Richelieu (Québec) J3B 8J3	1 929,95
17-Centre-du-Québec	CLE Drummondville	270, rue Lindsay, Rez-de-chaussée OU 309 rue Brock Drummondville (Québec) J2B 1G3	1 746,25
17-Centre-du-Québec	CLE L'Érable	1971, rue Bilodeau, bureau 350 Plessisville (Québec) G6L 3J1	577,06
17-Centre-du-Québec	CLE Nicolet-Bécancour	1300, boul. de Port-Royal Bécancour (Québec) G9H 1X6	813,13
17-Centre-du-Québec	CLE Victoriaville	62, rue Saint-Jean-Baptiste Rez-de-chaussée Victoriaville (Québec) G6P 4E3	970,53

SOURCE : Direction des ressources matérielles, Secteur des services à la gestion et des ressources informationnelles
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2016-03-30

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-21

Titre :

Évolution du nombre d'employés pour chacune des 17 directions régionales du Ministère depuis l'année financière 2003-2004.

Exposé et statistiques :

Répartition des effectifs réguliers et occasionnels des opérations territoriales en région pour 2015-2016 (données au 2 mars 2016)

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	PALIER	TOTAL
1 Bas-Saint-Laurent	Local	83
	Régional	58
Total Bas-Saint-Laurent		**141**
2 Saguenay-Lac-Saint-Jean	Local	150
	Régional	39
Total Saguenay-Lac-Saint-Jean		**189**
3 Capitale-Nationale	Local	176
	Régional	85
Total Capitale-Nationale		**261**
4 Mauricie	Local	94
	Régional	85
Total Mauricie		**179**
5 Estrie	Local	65
	Régional	114
Total Estrie		**179**
6 Montréal	Local	489
	Régional	167
Total Montréal		**656**
7 Outaouais	Local	153
	Régional	19
Total Outaouais		**172**
8 Abitibi-Témiscamingue	Local	63
	Régional	43
Total Abitibi-Témiscamingue		**106**
9 Côte-Nord	Local	60
	Régional	23
Total Côte-Nord		**83**
10 Nord-du-Québec	Local	16
	Régional	17
Total Nord-du-Québec		**33**
11 Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Local	72
	Régional	48
Total Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine		**120**
12 Chaudière-Appalaches	Local	146
	Régional	26
Total Chaudière-Appalaches		**172**
13 Laval	Local	91
	Régional	43
Total Laval		**134**
14 Lanaudière	Local	171
	Régional	46
Total Lanaudière		**217**
15 Laurentides	Local	197
	Régional	49
Total Laurentides		**246**
16 Montérégie	Local	362
	Régional	149
Total Montérégie		**511**
17 Centre-du-Québec	Local	107
	Régional	27
Total Centre-du-Québec		**134**
Opérations centralisées[1]		**129**
Total		**3 662**

[1] Ce regroupement représente des centres administratifs et spécialisés provinciaux qui gèrent des activités pour la clientèle de l'ensemble du Québec.

SOURCE : DGRH – 2016-03-15
COLLABORATION : SOT – 2016-03-30

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-22

Titre :

Liste des baux pour les espaces occupés par chacune des 17 directions régionales du Ministère incluant l'emplacement, la superficie du local, la superficie réellement occupée et la superficie inoccupée.

Exposé et statistiques

Nombre de baux : 18 dans 17 régions

Superficie totale : 29 229,11 m^2

Région	Directions régionales	Emplacement	Superficie locative = Superficie occupée m^2
01-Bas-Saint-Laurent	Direction régionale Bas Saint-Laurent	287, rue Pierre-Saindon, bureau 103 Rimouski (Québec) G5L 9A7	1 156,60
02-Saguenay-Lac-St-Jean	Direction régionale Saguenay–Lac-Saint-Jean	204 ou 210, rue des Oblats Ouest Chicoutimi (Québec) G7J 2B	2 629,75
03-Québec central	Direction régionale Capitale-Nationale	1515, avenue d'Estimauville Québec (Québec) G1J 5A9	2 976,67
04-Mauricie	Direction régionale Mauricie	225, rue des Forges, 5e étage Trois-Rivières (Québec) G9A 5Z5	1 751,12
05-Estrie	Direction régionale Estrie	70, rue King Ouest, bureau 400 Sherbrooke (Québec) J1H 0G6	1 424,78
06-Montréal	Direction régionale Montréal	276, rue Saint-Jacques Ouest Montréal (Québec) H2Y 1N3	5 564,85
07-Outaouais	Direction régionale Outaouais	16, de l'Impasse de la Gare-Talon 3e étage Gatineau (Québec) J8T 0B1	1 256,52
08-Abitibi-Témiscaminque	Direction régionale Abitibi-Témiscamingue	180, boul. Rideau, Rouyn-Noranda (Québec) J9X 1N9	829,31
09-Côte-Nord	Direction régionale Côte-Nord	550, boul. Blanche Baie-Comeau (Québec) G5C 2B3	1 158,00
10-Nord-du-Québec	Direction régionale Nord-du-Québec	129, rue des Forces-Armées Chibougamau (Québec) G8P 3A1	593,49
11-Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Direction régionale Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	11, rue de la Cathédrale Gaspé (Québec) G4X 2W1	1 068,36
12-Chaudière-Appalaches	Direction régionale Chaudière-Appalaches	5130, boul. de la Rive-Sud, bureau 300 Lévis (Québec) G6V 9L3	896,64
13-Laval	Direction régionale Laval	1041, boul. des Laurentides Laval (Québec) H7G 2W2	1 345,67
14-Lanaudière	Direction régionale Lanaudière	40, rue Gauthier Sud, 2e étage, bur. 2000 Joliette (Québec) J6E 4J4	1 086,40
15-Laurentides	Direction régionale Laurentides	55, rue Castonguay, 2e étage Saint-Jérôme (Québec) J7Y 2H9	1 123,67
16-Montérégie	Direction régionale Montérégie	3100, boul. Laframboise, bureau 107 Saint-Hyacinthe (Québec) J2S 4Z4	1 014,69
16-Montérégie	Direction régionale Montérégie	790, boul. Quinn Longueuil (Québec) J4H 2N5	2 216,28

17-Centre-du-Québec	Direction régionale Centre-du-Québec	1680, boul. St-Joseph, bureau RC 07 Drummondville (Québec) J2C 2G3	1 136,31

SOURCE : Direction des ressources matérielles, Secteur des services à la gestion et des ressources informationnelles
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2016-03-30

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-23

Titre :

Évolution du nombre d'employés depuis l'année financière 2003-2004 pour chacune des unités centrales situées dans les bureaux suivants : Édifice J-A Tardif, Édifice Lomer-Gouin, Édifice d'Youville, Insertion Godin, Édifice Place-Cartier, Édifice de la Tour de la Bourse, Montréal (2947 Bélanger).

Exposé et statistiques :

Cette question n'est pas pertinente à l'étude des crédits.

SOURCE : DGRH – 2016-03-30
COLLABORATION :
VALIDATION:

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-24

Titre :

Liste des baux pour les espaces occupés par chacune des unités centrales du Ministère incluant l'emplacement, la superficie du local, la superficie réellement occupée et la superficie inoccupée.

Exposé et statistiques :

Nombre d'adresses d'unités centrales : 24
Superficie totale : 68 879,10 m^2

Région	Unité centrale	Emplacement	Superficie locative = Superficie occupée m^2
03-Québec	Unité centrale	150, boulevard René-Lévesque Québec (Québec)	1 496,09
03-Québec	Unité centrale	425, rue Saint-Amable Québec (Québec)	24 147,04
03-Québec	Unité centrale	730, boulevard Charest Québec (Québec)	3 659,67
03-Québec	Unité centrale	575, rue Saint-Amable Québec (Québec)	848,36
03-Québec	Unité centrale	800, Place d'Youville Québec (Québec)	4 467,93
03-Québec	Unité centrale	650, rue Godin Québec (Québec)	2 004,79
03-Québec	Unité centrale	550, boul. Père-Lelièvre Québec (Québec)	1 221,08
03-Québec	Unité centrale	2535, boul. Laurier Québec (Québec)	4 900,46
03-Québec	Unité centrale	6655, boul. Pierre-Bertrand Québec (Québec)	3 040,89
04-Mauricie	Unité centrale	225, rue des Forges Trois-Rivières (Québec)	417,89
04-Mauricie	Unité centrale	505, rue des Forges Trois-Rivières (Québec)	1 936,11
06-Montréal	Unité centrale	600, rue Fullum Montréal (Québec)	670,36
06-Montréal	Unité centrale	2947, rue Bélanger Montréal (Québec)	774,98
06-Montréal	Unité centrale	201, rue Crémazie Montréal (Québec)	100,17
06-Montréal	Unité centrale	2050, rue Bleury Montréal (Québec)	2 039,30
06-Montréal	Unité centrale	1415, rue Jarry Est Montréal (Québec)	824,31
06-Montréal	Unité centrale	800, rue du Square-Victoria Montréal (Québec)	6 410,01
06-Montréal	Unité centrale	276, rue Saint-Jacques Ouest Montréal (Québec)	1 798,01
08-Abitibi-Témiscamingue	Unité centrale	19, rue Perreault Rouyn-Noranda (Québec)	1 662,75

08-Abitibi-Témiscamingue	Unité centrale	27, rue du Terminus Rouyn-Noranda (Québec)	819,36
11-Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Unité centrale	376, boul. Ste-Anne Sainte-Anne-des-Monts (Québec)	916,76
11-Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Unité centrale	94, boul. Perron Caplan (Québec)	878,26
11-Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Unité centrale	150, Mgr Ross Gaspé (Québec)	2 087,20
16-Montérégie	Unité centrale	201, Place Charles-Lemoyne Longueuil (Québec)	1 757,32

SOURCE : Direction des ressources matérielles, Secteur des services à la gestion et des ressources informationnelles
COLLABORATION :
VALIDATION:
DATE : 2016-03-30

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-25

Titre :

Évolution du nombre d'employés à la Commission des partenaires du marché du travail depuis l'année financière 2004-2005.

Exposé et statistiques :

Effectif régulier par catégorie d'emploi (données au 2 mars 2016)

Commission des partenaires du marché du travail	**2015-2016**			
	Pers. encad.	Prof.	Fonct.	**Total**
Total	**6**	**38**	**18**	**62**

Source : Données extraites du SAGIP à la paie 25 du 3 mars 2016 (effectifs en lien d'emploi au 2 mars 2016).

SOURCE : Commission des partenaires du marché du travail
COLLABORATION : Direction générale des ressources humaines (DGRH) 2016-03-03
VALIDATION: Éric Gervais, Direction générale du développement de la main-d'œuvre
DATE : 04-01-2016

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-26

Titre :
Liste des baux pour les espaces occupés par la Commission des partenaires du marché du travail incluant l'emplacement, la superficie du local, la superficie réellement occupée et la superficie inoccupée.

Exposé et statistiques :

Voici l'information concernant la Commission des partenaires du marché du travail :

Région	Unité centrale	Emplacement	Superficie locative = Superficie occupée (m^2)
06-Montréal	Commission des partenaires du marché du travail	800, rue du Square-Victoria 28e étage Montréal (Québec) H4Z 1B7	1 092,95

SOURCE : Direction des ressources matérielles, Secteur des services à la gestion et des ressources informationnelles
COLLABORATION :
VALIDATION:
DATE : 2016-03-30

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-27

Titre :

Nombre de personnes ayant demandé des services d'évaluation et de référence pour chaque Centre local d'emploi (CLE) pour l'année financière 2014-2015 et 2015-2016.

Exposé et statistiques :

Données non disponibles.

SOURCE : Direction des mesures et services aux individus
VALIDATION : Bureau de la sous-ministre associée d'Emploi-Québec
DATE : 2016-03-30

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-28

Titre :

Nombre de personnes ayant demandé des services d'emploi pour chaque Centre local d'emploi (CLE) pour l'année financière 2014-2015 et 2015-2016.

Exposé de la situation

Aide en matière d'emploi

La donnée disponible la plus adéquate pour référer aux services en matière d'emploi est celle des personnes qui ont initié une participation aux Services publics d'emploi (SPE). Ainsi, pour la période du 1er avril 2015 au 19 février 2016, on recense 276 313 nouveaux participants aux SPE. De plus, on dénombre 10 797 entreprises nouvellement aidées du 1er avril 2015 au 29 février 2016.

SOURCE : Direction de la statistique, de l'information de gestion et du suivi de la performance
DATE : 9 mars 2016

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-29

Titre :
Nombre de personnes ayant demandé des services d'aide financière pour chaque Centre local d'emploi (CLE) pour l'année financière 2014-2015 et 2015-2016.

Exposé et statistiques :

Aide de dernier recours

En ce qui a trait aux services d'aide de dernier recours, la donnée disponible la plus adéquate réfère aux demandes d'aide financière de dernier recours. Ainsi, on dénombre 96 038 nouvelles demandes d'aide financière de dernier recours pour les mois d'avril 2015 à janvier 2016

SOURCE : Direction de la statistique, de l'information de gestion et du suivi de la performance
DATE : mars 2016

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-30

Titre :
Évolution mensuelle du nombre de prestataires adultes du Programme d'aide sociale depuis l'année financière 2007-2008, ventilé selon le nombre de prestataires sans contrainte et le nombre de prestataires avec contraintes temporaires et sévères à l'emploi.

Exposé et statistiques :

Les adultes avec contraintes sévères sont exclus du tableau ci-dessous étant donné qu'ils sont prestataires du Programme de solidarité sociale et non du Programme d'aide sociale.

ÉVOLUTION DU NOMBRE DE PRESTATAIRES ADULTES
DU PROGRAMME D'AIDE SOCIALE
POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2015-2016

Période	**Sans contraintes Nombre d'adultes**	**Contraintes temporaires Nombre d'adultes**	**Total Nombre d'adultes**
avril 2015	142 639	72 701	215 340
mai 2015	141 415	72 235	213 650
juin 2015	139 285	71 442	210 727
juillet 2015	138 166	70 975	209 141
août 2015	137 730	70 214	207 944
septembre 2015	137 302	69 657	206 959
octobre 2015	137 483	66 918	204 401
novembre 2015	137 645	66 873	204 518
décembre 2015	138 503	67 214	205 717
janvier 2016	140 318	67 019	207 337
Moyenne 2015-2016	**139 049**	**69 525**	**208 574**

SOURCE : Direction de la statistique, de l'information de gestion et du suivi de la performance
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2016-04-04

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-31

Titre :
Pour les années 2008 à 2015, la durée moyenne que les personnes avec et sans contraintes demeurent prestataires

Exposé et statistiques :

Durée moyenne de présence consécutive[1] à l'aide financière de dernier recours pour l'année 2015-2016 (avril 2015 à janvier 2016) selon les programmes et les types de contraintes à l'emploi.

	Programmes et types de contraintes à l'emploi			
	Aide sociale - Sans contraintes	Aide sociale - Contraintes temporaires	Solidarité sociale - Contraintes sévères	Solidarité sociale - Conjoints sans contraintes sévères
	Durée consécutive moyenne (mois)[1]	Durée consécutive moyenne (mois)[1]	Durée consécutive moyenne (mois)[1]	Durée consécutive moyenne (mois)[1]
Moyenne 2015-2016 (avril à janvier)	**56,0**	**82,1**	**170,0**	**138,6**

1. Nombre total de mois sans interruption, depuis janvier 1975, où un adulte a été présent à l'aide de dernier recours avec une aide financière.

SOURCE : Direction de la statistique, de l'information de gestion et du suivi de la performance
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2016-04-04

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-32

Titre :

Pour les années 2008 à 2015, les dépenses totales consacrées aux mesures d'aide à l'emploi, ventilées selon les différentes mesures ou programmes existants (Action, Québec Pluriel, etc.).

Exposé et statistiques :

Les tableaux suivants présentent les déboursés d'Emploi-Québec dans le cadre de l'administration du Fonds de développement du marché du travail (FDMT) pour 2014-2015 et 2015-2016. Les déboursés s'établissent à 598,3 M$ au 26 février 2016.

Déboursés au FDMT pour 2015-2016 (M$)

	2015-2016 26 février 2016
▪ Mesure de formation	
→ Volet Individus	158,2
→ Volet Entreprises	30,4
→ Formation au MELS	0,0
▪ Service d'aide à l'emploi	116,0
▪ Projets de préparation à l'emploi	90,1
▪ Subventions salariales	38,4
▪ Subventions aux entreprises adaptées	75,7
▪ Soutien au travail autonome	25,3
▪ Contrat d'intégration au travail	26,0
▪ Supplément de retour au travail	0,0
▪ Concertation pour l'emploi	34,5
▪ Autres mesures	3,7
	598,3

Autres mesures : Recherche et innovation, Ententes, Activités et services, Ajustement

SOURCE : Direction du budget d'Emploi-Québec
COLLABORATION : Direction du budget de la DGSG
VALIDATION : Bureau de la sous-ministre associée d'Emploi-Québec
DATE : 2016-03-30

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-33

Titre :
Pour les années 2008 à 2015, les dépenses totales consacrées aux mesures d'aide financière, ventilées selon les différentes mesures ou programmes existants (aide sociale, soutien aux travailleurs aînés, RQAP, mineures enceintes, licenciement collectif, etc.).

Exposé et statistiques :

Les dépenses totales pour la période du 1er avril 2015 au 29 février 2016 consacrées aux mesures d'aide financière, ventilées selon les différentes mesures ou programmes existants sont :

MESURES D'AIDE FINANCIÈRE	DÉPENSES TOTALES (k$)
Aide aux personnes et aux familles	
- Aide financière de dernier recours	2 643 502,0
- Préparations lactées	700,0
- Rapports médicaux	876,4
- Soutien financier aux mineures enceintes	259,7
- Programme de soutien aux travailleurs licenciés collectivement	22,1
- Programme d'aide et d'accompagnement social	9 971,5
- Alternative jeunesse	5 789,0
- Programme de soutien aux travailleurs âgés	1 356,3
- Programme national de réconciliation avec les orphelins et orphelines de Duplessis ayant fréquenté certaines institutions	1 950,0
- Programme de soutien financier aux centres offrant des services en toxicomanie	154,0
- Fonds québécois d'initiatives sociales	21 474,2
- Provision pour créances douteuses	0,0
Action communautaire	
- Fonds d'aide à l'action communautaire autonome	19 817,1
- Programme de soutien aux corporations de développement communautaire	3 849,2
- Programme de soutien aux initiatives sociales et communautaires	100,5
Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris	
- Programme de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris	19 626,0
TOTAL	**2 729 448,0**

SOURCE : Direction du budget, DGSG
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 10 mars 2016

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-34

Titre :

Liste des projets financés dans le cadre du Programme de soutien aux initiatives sociales et communautaires pour 2014-2015 et 2015-2016 et des projets annoncés pour 2016-2017. Fournir le nom de l'organisme ou de la personne bénéficiaire, le montant total alloué, le montant versé jusqu'à présent, le montant qui reste à verser, les dates prévues de versements, le détail du projet et, si possible, les autres sources de financement du projet.

Exposé et statistiques :

Voir tableau en annexe.

SOURCE : **Direction générale à la solidarité et à l'action communautaire**
COLLABORATION :
VALIDATION : **Direction du budget**
DATE : **17 mars 2016**

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

RP32 - LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU PROGRAMME DE SOUTIEN AUX INITIATIVES SOCIALES ET COMMUNAUTAIRES

Exercice financier 2015-2016

Région	Organisme	Volet	Versé au 29 février 2016
07 - Outaouais	Logemen'occupe	ACAB	262,95 $
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Groupement des organismes des personnes handicapées du Saguenay	ACAB	1 250,00 $
03 - Capitale-Nationale	Secrétariat des organismes environnementaux du Québec	ACAB	2 500,00 $
03 - Capitale-Nationale	Centre d'aide et d'action bénévole de Charlesbourg	ACAB	2 500,00 $
12 - Chaudière-Appalaches	Centre d'action bénévole Bellechasse-Lévis-Lotbinière	ACAB	2 500,00 $
04 - Mauricie	Regroupement d'organismes de promotion pour personnes handicapées - région Mauricie	ACAB	3 000,00 $
06 - Montréal	Kéroul	ACAB	3 000,00 $
03 - Capitale-Nationale	L'autonhommie, Centre de ressources sur la condition masculine (Québec) inc.	ACAB	3 096,00 $
06 - Montréal	Centre St-Pierre	ACAB	3 545,40 $
16 - Montérégie	Carrefour de développement social par l'éducation populaire (CDSEP)	ACAB	3 828,50 $
	SOUS-TOTAL DES REDDITIONS DE COMPTES POUR DES PROJETS ACAB		**25 482,85 $**
16 - Montérégie	Club des petits déjeuners du Canada	IS	75 000,00 $
	SOUS-TOTAL DES REDDITIONS DE COMPTES POUR DES PROJETS IS		**75 000,00 $**
	GRAND TOTAL		**100 482,85 $**

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-35

Titre :

Liste de tous les projets financés dans le cadre du Fonds québécois d'initiatives sociales pour 2014-2015 et 2015-2016 et des projets annoncés pour 2016-2017. Fournir le nom de l'organisme ou de la personne bénéficiaire, le montant total alloué, le montant versé jusqu'à présent, le montant qui reste à verser, les dates prévues de versements, le détail du projet et, si possible, les autres sources de financement du projet.

Exposé et statistiques :

Voir tableau en annexe.

SOURCE : **Direction générale à la solidarité et à l'action communautaire**
COLLABORATION :
VALIDATION : **Direction du budget**
DATE : **17 mars 2016**

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

RP35 - LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES

Exercice financier 2015-2016

Région	Organisme	Volet	Versé au 29 février 2016
01 - Bas-Saint-Laurent	Conférence régionale des élues du Bas-Saint-Laurent	Alliance pour la solidarité	892 066,00 $
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Conférence régionale des élus du Saguenay-Lac-Saint-Jean	Alliance pour la solidarité	823 158,00 $
03 - Capitale-Nationale	Commission de la santé et des services sociaux des premières nations du Québec et du Labrador	Alliance pour la solidarité	667 817,00 $
03 - Capitale-Nationale	Conférence régionale des élus de la Capitale-Nationale	Alliance pour la solidarité	638 027,00 $
04 - Mauricie	Conférence régionale des élus de la Mauricie	Alliance pour la solidarité	847 444,00 $
05 - Estrie	Conférence régionale des élus de l'Estrie	Alliance pour la solidarité	398 242,00 $
06 - Montréal	Ville de Montréal	Alliance pour la solidarité	9 000 000,00 $
07 - Outaouais	Conférence régionale des élus de l'Outaouais	Alliance pour la solidarité	764 081,00 $
08 - Abitibi-Témiscamingue	Conférence régionale des élus de l'Abitibi-Témiscamingue	Alliance pour la solidarité	623 574,00 $
09 - Côte-Nord	Conférence régionale des élus de la Côte-Nord	Alliance pour la solidarité	531 301,00 $
10 - Nord-du-Québec	Administration régionale Baie-James	Alliance pour la solidarité	356 090,00 $
10 - Nord-du-Québec	Administration régionale Kativik	Alliance pour la solidarité	315 769,00 $
10 - Nord-du-Québec	Gouvernement de la nation crie	Alliance pour la solidarité	442 516,00 $
11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	Conférence régionale des élus de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Alliance pour la solidarité	876 183,00 $
12 - Chaudière-Appalaches	Conférence régionale des élus de la Chaudière-Appalaches	Alliance pour la solidarité	661 137,00 $
13 - Laval	Conférence régionale des élus de Laval	Alliance pour la solidarité	337 181,00 $
14 - Lanaudière	Conférence régionale des élus Lanaudière	Alliance pour la solidarité	740 832,00 $
15 - Laurentides	Conférence régionale des élus des Laurentides	Alliance pour la solidarité	743 071,00 $
16 - Montérégie	Conférence régionale des élus de la Vallée-du-Haut-Saint-Laurent	Alliance pour la solidarité	486 764,00 $
16 - Montérégie	Conférence régionale des élus Montérégie Est	Alliance pour la solidarité	615 927,00 $
16 - Montérégie	Conférence régionale des élus de Longueuil	Alliance pour la solidarité	606 346,00 $
17 - Centre-du-Québec	Conférence régionale des élus du Centre-du-Québec	Alliance pour la solidarité	468 276,00 $
		TOTAL Alliances pour la solidarité	**21 835 802,00 $**
03 - Capitale-Nationale	Commission de développement économique des premières nations du Québec et du Labrador	Ententes nationales	20 512,16 $
03 - Capitale-Nationale	Accès-Loisirs Québec	Ententes nationales	11 050,00 $
03 - Capitale-Nationale	Réseau québécois de développement social	Ententes nationales	23 556,00 $
03 - Capitale-Nationale	Réseau québécois de villes et villages en santé	Ententes nationales	6 500,00 $
03 - Capitale-Nationale	Réseau québécois du crédit communautaire	Ententes nationales	44 000,00 $
06 - Montréal	Institut du nouveau monde	Ententes nationales	20 000,00 $

Exercice financier 2015-2016

Région	Organisme	Volet	Versé au 29 février 2016
06 - Montréal	Mise au jeu Montréal, Animation théâtrale et dynamique de groupe	Ententes nationales	6 500,00 $
06 - Montréal	Centre d'appui au pouvoir d'agir des communautés locales	Ententes nationales	12 140,00 $
		TOTAL Ententes nationales	**144 258,16 $**
04 - Mauricie	Centre Le pont	Développement de l'approche systémique pour les femme	12 550,00 $
		TOTAL Développement de l'approche systémique pour les femmes	**12 550,00 $**

GRAND TOTAL FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES 21 992 610,16 $

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-36

Titre :

Montant des sommes investies en 2014-2015 et 2015-2016 dans les autres mesures visant à favoriser le retour en emploi des prestataires adultes du programme d'aide sociale.

Exposé et statistiques :

Ces données ne sont pas disponibles parce que la gestion est faite par fonds et non par programme ou clientèle.

SOURCE : Direction des mesures et des services aux individus
VALIDATION : Bureau de la sous-ministre associée d'Emploi-Québec
DATE : 2016-04-01

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-37

Titre :

Pour chaque communauté autochtone concernée et pour les années financières 2014-2015 et 2015-2016, le nombre de prestataires autochtones hors réserve, dont les prestations ont été réduites en raison de la réception de sommes forfaitaires reçues à titre de redevance en lien avec le projet hydroélectrique La Romaine et les montants correspondant à ces réductions.

Exposé et statistiques :

Il n'y a aucune donnée disponible à cet effet.

SOURCE : Direction de la statistique, de l'information de gestion et du suivi de la performance
DATE : 23 mars 2016

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-38

Titre :

Copie de toutes les études ou enquêtes ayant été réalisées à propos du phénomène de vieillissement de la population québécoise et/ou départ à la retraite des baby-boomers par le Ministère et/ou les organismes en relevant depuis 2007-2008.

Exposé et statistiques :

Aucune étude sur le sujet en 2015-2016.

SOURCE :	Direction générale des politiques, de l'évaluation, de la recherche et des relations intergouvernementales / Direction de la recherche
COLLABORATION :	Direction de l'évaluation Emploi-Québec (DAIMT)
VALIDATION :	
DATE :	2016-03-11

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-39

Titre

Évolution du nombre d'employés et de la masse salariale de la Direction générale des politiques, de l'analyse stratégique et de l'action communautaire depuis 2003, excluant le Centre d'étude sur la pauvreté et l'exclusion (CEPE). Ventilation par type de postes.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Secteur des politiques, de l'analyse stratégique et de l'action communautaire
Effectifs réguliers en lien d'emploi au 2 mars 2016[1]

Période	Personnel d'encadrement	Professionnels	Fonctionnaires	Total
2015-2016	13	80	24	117

[1] Source : Données du SAGIP à la paie du 3 mars 2016 (effectif en lien d'emploi au 2 mars 2016).

Dépenses de traitement

	Cadres supérieurs et cadres	Professionnels	Fonctionnaires	Total
2015-2016	1 361 410 $	5 421 579 $	974 880 $	7 757 869 $

Pour l'année financière 2015-2016, les données proviennent de la paie 25 du 3 mars 2016.

SOURCE : Secteur des politiques, de l'analyse stratégique et de l'action communautaire
COLLABORATION : Direction des budgets centraux d'administration, des projets et des investissements
Direction générale des ressources humaines – 2016-04-04
VALIDATION: Direction des budgets centraux d'administration, des projets et des investissements – 2016-03-17

DATE :

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-40

Titre :
Évolution du budget du Centre d'étude sur la pauvreté et l'exclusion (CEPE) depuis 2003.

Exposé et statistiques :

Le budget annuel de fonctionnement octroyé au Centre d'étude sur la pauvreté et l'exclusion (CEPE) est de 28 100 $ en 2015-2016.

SOURCE : Direction générale des politiques, de l'évaluation, de la recherche et des relations intergouvernementales / Direction de la recherche

VALIDATION : Direction des budgets centraux d'administration, des projets et des investissements – 2016-03-15

DATE : 2016-04-01

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-41

Titre
Évolution du nombre d'employés et de la masse salariale du Centre d'étude sur la pauvreté et l'exclusion (CEPE) depuis 2003. Ventilation par type de postes.

Exposé et statistiques :

Le personnel du Centre d'étude sur la pauvreté et l'exclusion (CEPE) est formé d'une partie du personnel de la Direction de la recherche du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS), qui y consacre une partie de son temps, laquelle varie selon les années et les personnes. Il s'agit du directeur de la Recherche, de trois professionnels et de la secrétaire de la direction. Il n'y a pas de budget de rémunération spécifique pour le CEPE, du fait que celui-ci est formé d'une partie du personnel de la Direction de la recherche qui elle-même est payée à même les crédits du MTESS.

SOURCE :	Direction générale des politiques, de l'évaluation, de la recherche et des relations intergouvernementales / Direction de la recherche
VALIDATION :	Direction des budgets centraux d'administration, des projets et des investissements – 2016-03-15
DATE :	2016-04-01

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-42

Titre :

Liste des études, rapports statistiques, enquêtes et avis réalisés par le Centre d'étude sur la pauvreté et l'exclusion (CEPE) depuis 2008-2009 et détail des coûts s'y rattachant.

Exposé et statistiques :

Les publications du Centre d'étude sur la pauvreté et l'exclusion (CEPE) se retrouvent sur le site Internet de l'organisme, à l'adresse suivante : http://www.mess.gouv.qc.ca/cepe/.

SOURCE : Direction générale des politiques, de l'évaluation, de la recherche et des relations intergouvernementales / Direction de la recherche

VALIDATION :

DATE : 2016-03-09

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-43

Titre :

Suivi des 19 recommandations incluses dans l'avis déposé par le Centre d'étude sur la pauvreté et l'exclusion (CEPE) en 2009 intitulé *Prendre la mesure de la pauvreté : proposition d'indicateurs de pauvreté, d'inégalités et d'exclusion sociale afin de mesurer les progrès réalisés au Québec.*

Exposé et statistiques :

Cette question n'est pas pertinente à l'étude des crédits.

SOURCE : Direction générale des politiques, de l'évaluation, de la recherche et des relations intergouvernementales / Direction de la recherche

VALIDATION :

DATE : 2016-03-09

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-44

Titre :

Évolution du budget de la Commission des partenaires du marché du travail (CPMT) depuis 2004 et copie des rapports annuels 2014-2015 et 2015-2016 de cet organisme.

Exposé et statistiques :

En vertu de la Loi sur le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale et sur la Commission des partenaires du marché du travail, les ressources financières allouées à la Commission font partie intégrante de l'enveloppe budgétaire du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale. Ces ressources financières sont destinées aux activités découlant des responsabilités et fonctions déléguées à la Commission (article 7.1 de la Loi).

Le tableau ci-dessous présente le budget d'administration en provenance des crédits du ministère du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) et le budget d'intervention de la Commission en provenance du Fonds de développement du marché du travail (FDMT) pour l'année financière 2015-2016.

	2015-2016		
	Rémunération	Fonctionnement	Intervention
Total crédits du MTESS et FDMT	**2 393 000 $**	**1 096 900 $**	**15 742 000 $**

Ce tableau ne couvre pas le budget de rémunération, de fonctionnement et d'intervention en provenance du Fonds de développement de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre (FDRCMO). Le FDRCMO exerce des opérations fiduciaires exclues du périmètre comptable du gouvernement.

Les rapports annuels sont disponibles en ligne.

SOURCE : Commission des partenaires du marché du travail
COLLABORATION : Direction du budget MTESS
VALIDATION : Éric Gervais, Direction générale du développement de la main-d'œuvre
DATE : 2016-04-04

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-45

Titre :
Évolution du nombre d'employés et de la masse salariale de la CPMT depuis 2004.
Ventilation par type de postes.

Exposé et statistiques :

En vertu de la Loi sur le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale et sur la Commission des partenaires du marché du travail, les ressources financières allouées à la Commission font partie intégrante de l'enveloppe budgétaire du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale. Ces ressources financières sont destinées aux activités découlant des responsabilités et fonctions déléguées à la Commission (article 7.1 de la Loi).

Commission des partenaires du marché du travail[1]
Effectifs réguliers en lien d'emploi par catégorie d'emplois
au 2 mars 2016[2]

Période	Personnel d'encadrement	Professionnels	Fonctionnaires	Total CPMT
2015-2016	6	38	18	62

[1] Incluant le personnel affecté au FDRCMO.
[2] Source : Données du SAGIP à la paie du 3 mars 2016 (effectifs en lien d'emploi au 2 mars 2016)

Le tableau ci-dessous présente la masse salariale de la Commission des partenaires du marché du travail dont le financement provient des crédits budgétaires au 3 mars 2016.

Commission des partenaires du marché du travail
Évolution de la masse salariale[2]
Au 3 mars 2016
(En milliers de dollars)

Année financière	Personnel d'encadrement	Professionnels	Fonctionnaires	Total CPMT
2015-2016	461,4 $	1 283,8 $	372,7 $	2 117,9 $

[2] Incluant la masse salariale des employés affectés au FDRCMO.

SOURCE : Commission des partenaires du marché du travail
COLLABORATION : Direction du budget MTESS
Direction générale des ressources humaines (DGRH)
VALIDATION : Éric Gervais, Direction générale du développement de la main-d'œuvre
DATE : 2016-04-04

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-46

Titre :
Liste des études, rapports statistiques, enquêtes et avis réalisés par la CPMT depuis 2008-2009 et détail des coûts s'y rattachant.

Exposé et statistiques :

Question non pertinente à l'étude des crédits puisque les études, rapports statistiques, enquêtes et avis réalisés par la CPMT sont financés par un fonds extra-budgétaire.

SOURCE : Secrétariat de la Commission des partenaires du marché du travail
COLLABORATION : Direction du développement des compétences et de l'intervention sectorielle
VALIDATION : Marguerite Orban, Secrétariat de la Commission des partenaires du marché du travail
Éric Gervais, Directeur général du développement de la main-d'œuvre
DATE : 2016-03-30

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-47

Titre :

Fournir le nombre d'employés, le budget de fonctionnement, la masse salariale et un résumé du mandat de chaque direction, services ou bureaux suivants :

MESS

a) Direction générale adjointe des politiques et de la prospective;

b) Direction générale adjointe de la recherche, de l'évaluation et de la statistique;

c) Direction des politiques de prestation;

d) Direction des politiques d'emploi et de main-d'œuvre;

e) Direction des politiques de lutte contre la pauvreté;

f) Direction générale adjointe de l'action communautaire, philanthropique et gouvernementale;

g) Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales;

h) Secrétariat Entraide – Secteur public et parapublic;

i) Direction des affaires canadiennes et internationales;

j) Direction de la planification et de la modernisation;

k) Direction de la révision et des recours administratifs;

l) Service des régions de l'Est du Québec;

m) Service des régions de l'Ouest du Québec;

n) Service de l'Île de Montréal.

Emploi Québec

a) Direction générale adjointe de la planification, du marché du travail et de la conformité;

b) Direction de la planification, du développement des stratégies et de l'information de gestion;

c) Direction de l'analyse et de l'information sur le marché du travail;

d) Direction de la conformité et de l'information médicale;

e) Service du développement et du soutien aux enquêtes et au contrôle;

f) Direction générale adjointe des mesures, des services et du soutien;

g) Direction de l'optimisation de la prestation de services;

h) Direction des mesures et services aux entreprises et aux partenaires externes;

i) Direction des mesures et services aux individus;

j) Bureau du projet de l'aide à la décision en ligne;

k) Direction générale adjointe aux opérations du Sud et de l'Ouest;

l) Direction générale adjointe aux opérations du Nord et de l'Est.

CPMT

a) Direction générale du développement de la main-d'œuvre;

b) Direction du soutien au développement de la main-d'œuvre;

c) Direction du développement des compétences et de l'intervention sectorielle;

d) Direction de la qualification réglementée.

Exposé et statistiques :

Au 2 mars 2016, le Ministère, volet Emploi et Solidarité sociale comptait, 5 887 effectifs réguliers et occasionnels.

Répartition du personnel régulier et occasionnel en lien d'emploi au 2 mars 2016[1] par regroupement d'unités administratives

Regroupement		Total
BSM	Bureau du sous-ministre	26
	Unités relevant du sous-ministre	177
CPMT	Commission des partenaires du marché du travail	69
SDSCG	Secteur du développement des services aux citoyens et de la gouvernance	507
SPASAC	Secteur des politiques, de l'analyse stratégique et de l'action communautaire	121
SRC	Secteur des relations avec la clientèle	620
SSGRI	Secteur des services à la gestion et des ressources informationnelles	466
EQ	Emploi-Québec (Secteur de la sous-ministre associée)	138
SOT	Secteur des opérations territoriales	3 763
	• *Unités centrales*	*101*
	• *Unités régionales*	*1 038*
	• *Unités locales*	*2 495*
	• *Opérations centralisées*	*129*
TOTAL MINISTÈRE, volet Emploi et Solidarité sociale		**5 887**

[1] Ces données incluent les membres de la haute direction et excluent le personnel du cabinet, les étudiantes et étudiants ainsi que les stagiaires. Les données excluent le personnel prêté par la Ville de Montréal qui exécute des tâches découlant de la mission du Ministère, mais qui est soumis aux conditions de travail de la Ville de Montréal. Les données sont extraites du SAGIP à la paie 25 du 3 mars 2016 (effectifs en lien d'emploi au 2 mars 2016).

Pour plus de détails concernant les effectifs réguliers, vous référer à la réponse à la question RG-15. Pour les effectifs occasionnels, vous référer à la réponse à la question 5 des demandes de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition.

Vous référer au *Livre des crédits des ministères et organismes – Budget de dépenses 2015-2016*, pour les budgets de rémunération et de fonctionnement, à la page 187.

SOURCE : Direction des budgets centraux d'administration, des projets et des investissements, DGSG
COLLABORATION : Direction générale des ressources humaines (DGRH)
VALIDATION :
DATE : 6 avril 2016

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-48

Titre :

Budget et nombre de bénéficiaires du programme PRIIME.

Exposé et statistiques :

Participants actifs :

2015-2016 : 1 065 participants actifs au 19 février 2016.

Dépenses d'intervention :

2015-2016 : déboursés de 5 489 678 $ au 26 février 2016.

SOURCE :	Direction des mesures et services aux individus
COLLABORATION :	Direction de la statistique, information de gestion et suivi de la Performance, 14 mars 2016 Direction du budget d'Emploi-Québec
VALIDATION :	Bureau de la sous-ministre associée d'Emploi-Québec
DATE :	2016-03-30

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-49

Titre :
Détail des sommes reçues par le ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion, ventilée par poste de dépense au MTESS.

Exposé et statistiques :

Les sommes à recevoir en 2015-2016 du ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion (MIDI), ventilées par poste de dépense au ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) sont :

	2015-2016
	k$
Aide aux personnes et aux familles	52 000,0
Mesures d'aide à l'emploi	23 000,0
TOTAL	**75 000,0**

SOURCE : Direction du budget, DGSG
DATE : 2016-03-30

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-50

Titre :

Fournir l'étude d'impact du gouvernement sur la réforme du financement des Carrefours Jeunesse Emploi (CJE). Veuillez indiquer le modèle de financement pré-réforme et post-réforme. Également, veuillez fournir une analyse des retombées des missions des CJE financées par le gouvernement pré-réforme et post-réforme.

Exposé et statistiques :

- Jusqu'en 2014-2015, le montant accordé constituait une subvention, et non pas des achats de services comme c'est le cas pour les ententes qu'Emploi-Québec signe avec les ressources externes qui offrent des services à sa demande.

- Ainsi, la reddition de compte que réalisaient les CJE jusqu'au 31 mars 2015 ne s'appuyait pas sur un modèle de financement facilitant une bonne analyse des retombées de leurs actions.

- La répartition de ce financement entre les CJE effectuée jusqu'en 2014-2015 était basée sur une méthode développée en 1999-2000 et mise en œuvre en 2000. Elle n'a pas été ajustée jusqu'en 2014-2015 et les données qui alimentaient ce modèle n'ont pas non plus été mises à jour au cours de cette période.

- En vertu du nouveau modèle de financement, les deux tiers des 45,7 M$ ont été répartis entre les directions régionales selon le financement historique des CJE et le dernier tiers a été réparti en fonction de la part relative du budget d'intervention accordé à chacune des directions régionales.

SOURCE : Direction de la planification et du développement des stratégies
VALIDATION : Bureau de la sous-ministre associée d'Emploi-Québec
DATE : 5 avril 2016

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-51

Titre :
Fournir l'analyse d'impact du gouvernement sur la possible mise en œuvre du programme Objectif Emploi à travers le projet de loi 70. Veuillez également fournir l'hypothèse de règlement qui a été utilisé pour cette étude ainsi que toute l'information nécessaire sur les différents scénarios utilisés dans cette analyse.

Exposé et statistiques :

Le projet de loi 70 est une loi habilitante et les principaux paramètres du programme Objectif emploi seront prévus par règlement. Une étude d'impact du programme Objectif emploi sera possible lorsque l'ensemble des paramètres auront été fixés.

Lorsque le projet de loi 70 aura été adopté, le projet de règlement sera soumis au Conseil des ministres pour qu'il en approuve la publication dans la Gazette officielle, au minimum 45 jours avant son édiction.

L'article 36 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* prévoit expressément que le ministère n'a pas l'obligation de diffuser le projet de règlement ou toute version préliminaire du règlement préalablement à sa publication dans la Gazette officielle.

SOURCE : Direction des politiques de sécurité du revenu
COLLABORATION :
VALIDATION : N/A
DATE : Le 1er avril 2016

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-52

Titre :

Indiquer pour 2015-2016 le nombre d'utilisateurs de services d'employabilité financés par le gouvernement du Québec. Veuillez également fournir la capacité de ces services à recevoir davantage de clientèle. Veuillez également inclure les prévisions pour 2016-2017.

Exposé et statistiques :

a) Indiquer pour 2015-2016 le nombre d'utilisateurs de services d'employabilité financés par le gouvernement du Québec.

Emploi-Québec met à la disposition des personnes sans emploi des services en ligne visant à les aider dans leur recherche d'emploi ou dans de leur cheminement professionnel. Il s'agit des sites *Placement en ligne* et *Information sur le marché du travail en ligne*. Ces sites accueillent plusieurs millions de visites annuellement.

Par ailleurs, Emploi-Québec peut aider directement les personnes sans emploi, qu'elles soient prestataires de l'assurance-emploi, de l'assistance sociale ou sans soutien public du revenu. Cette aide peut être offerte par son personnel ou par l'entremise de ses partenaires, qu'on pense aux établissements scolaires et aux organismes en développement de l'employabilité.

Pour 2015-2016, les données préliminaires indiquent que près de 310 000 personnes sans emploi auront bénéficié d'une intervention des services publics d'emploi. Parmi ces personnes, environ 90 000 sont des prestataires de l'assistance sociale.

b) Veuillez également fournir la capacité de ces services à recevoir davantage de clientèle.

La capacité des services publics d'emploi à aider les personnes sans emploi est fonction du marché du travail, de l'évolution du bassin de clientèle et des ressources allouées. Par exemple, les budgets ont été ajustés à la hausse au cours de la récession pour favoriser la prévention de mises à pied ainsi que pour aider les personnes sans emploi à intégrer un emploi, notamment par le développement de leur employabilité.

La capacité d'accueil tient compte également des réalités territoriales, sachant que certaines régions affichent des taux d'emploi près du plein emploi, pendant que d'autres vivent des situations de chômage plus élevé. Aussi, les budgets sont alloués pour assurer l'équité entre les régions, les territoires ayant des bassins de chômeurs plus élevés recevant une part supérieure du budget, toutes proportions gardées.

En plus de ses efforts pour élargir ses services accessibles par téléphone et en ligne, Emploi-Québec poursuit l'objectif d'aider davantage de personnes faisant partie des groupes sous-représentés sur le marché du travail. En plus de la clientèle de l'assistance sociale, on pense aux jeunes, aux personnes expérimentées, aux personnes immigrantes ou handicapées.

c) Veuillez également inclure les prévisions pour 2016-2017

Les prévisions seront présentées lors du dépôt du Plan d'action d'Emploi-Québec 2016-2017.

SOURCE :	Direction générale de la planification et du marché du travail
COLLABORATION :	Direction des politiques de sécurité du revenu
VALIDATION:	Bureau de la sous-ministre associée d'Emploi-Québec
DATE :	4 avril 2016

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-53

Titre :

L'État d'avancement, les sommes dépensées, de chacun des grands axes (ou orientations) de la Stratégie maritime. Détail des actions entreprises, et le cas échéant des projets soutenus, par le ministère pour chacun de celles prévues au Plan d'action 2015-2020 :

1) Créer une table de concertation pour assurer une meilleure adéquation entre les besoins de main-d'œuvre qualifiée et l'offre de la formation et le soutien au développement des compétences.
2) Investir 15 millions de dollars pour les cinq prochaines années pour le développement des compétences de la main-d'œuvre.
3) Promouvoir les professions reliées au monde maritime et offrant de bonnes perspectives d'insertion au marché du travail.

Exposé et statistiques :

Pour cette question, veuillez vous référer au Secrétariat aux affaires maritimes du ministère du Conseil exécutif.

SOURCE : Bureau de la sous-ministre associée d'Emploi-Québec
VALIDATION : Bureau de la sous-ministre associée d'Emploi-Québec
DATE : 5 avril 2016

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-SQ101

Titre :

Liste des ministères ayant signé une entente avec Services Québec.

Exposé et statistiques :

Ministère de la Santé et des Services sociaux

- Entente de service concernant la prise en charge de demandes de renseignements généraux reçues par téléphone, par courriel ou au comptoir de Services Québec. L'entente prévoit aussi un service d'accompagnement des citoyens souhaitant déposer une plainte au commissaire aux plaintes et à la qualité des services du réseau de la santé et des services sociaux. L'entente a été signée le 4 novembre 2015.

Ministère de la Famille

- Entente de service qui a pour objet de confier à Services Québec les activités et fonctions téléphoniques ayant trait aux renseignements généraux concernant les frais de garde en garderie, signée le 28 avril 2015.

Ministère de la Sécurité publique

- Entente de principe, signée le 6 juillet 2015, concernant les travaux relatifs au développement du fichier d'immatriculation des armes à feu.

- Entente de collaboration, signée le 5 février 2016, concernant les travaux relatifs au développement du fichier d'immatriculation des armes à feu.

Outre ces quatre ententes signées en 2015-2016, plus de 80 ententes de partenariats signées entre Services Québec et ses partenaires étaient en cours cette même année.

SOURCE : Direction des orientations et des partenariats de Services Québec
COLLABORATION : Directeur de l'État civil
VALIDATION : Patrick Grenier, sous-ministre adjoint au développement des services aux citoyens et à la gouvernance
DATE : 2016-04-08

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-SQ102 (Question 102 du SCT)

Titre :

Liste des points de services de Services Québec et effectifs pour chacun d'eux

Exposé et statistiques :

La liste des bureaux de Services Québec est jointe en annexe. Au 31 mars 2016 :

- 50 points de Services Québec sont maintenant intégrés dans 50 CLE*;*
- 31 bureaux de Services Québec demeurent non regroupés;
- 2 sites du centre de relation à la clientèle de Services Québec;
- 2 bureaux du Directeur de l'état civil, à Montréal et Québec.

Trois ans après l'intégration des employés de Services Québec, il n'est plus possible d'isoler dans les différents sites les effectifs qui étaient de Services Québec, puisque ceux-ci sont maintenant inclus dans l'ensemble des effectifs du MTESS

SOURCE :	Direction générale des opérations territoriales
COLLABORATION :	Direction générale des services à la gestion Direction des ressources humaines
VALIDATION:	Bureau de la sous-ministre associée d'Emploi-Québec
DATE :	2016-03-30

Liste des points de services de SERVICES QUÉBEC au 31 mars 2016

Ligne d'affaires : FQ = Foncier Québec, SQc = Services Québec, EQ = Emploi-Québec, DEC = Directeur de l'état civil

Points de services de SERVICES QUÉBEC intégrés dans un CLE	Lignes d'affaires	Région	Municipalite	#	Nom de rue
CLE d'Amqui (058)	EQ + FQ	1	Amqui	49	boul. Saint-Benoît Est
CLE de Rimouski-Neigette (029)	EQ + SQc + FQ + DEC	1	Rimouski	337	rue Moreault
CLE de Matane (021)	EQ + SQc + FQ	1	Matane	750	avenue du Phare Ouest
CLE de Rivière-du-Loup (030)	EQ + SQc + FQ	1	Rivière-du-Loup	385 A	rue Lafontaine
CLE de Roberval (062)	EQ + SQc + FQ + DEC	2	Roberval	755	boul. Saint-Joseph
CLE de Lac-St-Jean-Est (001)	EQ + FQ	2	Alma	725	rue Harvey Ouest
CLE de Jonquière (015)	EQ + SQc + FQ	2	Saguenay	237	rue Riverin
CLE de Chicoutimi (005)	EQ + SQc +DEC	2	Saguenay	3885	boul. Harvey
CLE de Baie-Saint-Paul (128)	EQ + FQ	3	Baie-Saint-Paul	915	boul. Monseigneur-De Laval
CLE de La Malbaie (018)	EQ + SQc + FQ	3	La Malbaie	21	rue Patrick-Morgan
CLE de Trois-Rivières (042)	EQ + SQc + FQ + DEC	4	Trois-Rivières	225	rue des Forges
CLE de La Tuque (065)	EQ + SQc + FQ	4	La Tuque	655	rue Desbiens
CLE de Ste-Geneviève-de-Batiscan (125)	EQ + SQc + FQ	4	Ste-Geneviève-de-Batiscan	213	rue de l'Église
CLE de Louiseville (052)	EQ + SQc + FQ	4	Louiseville	511	rue Marcel
CLE de Shawinigan (038)	EQ + FQ	4	Shawinigan	212	6e Rue
CLE de Lac-Mégantic (017)	EQ + SQc + FQ	5	Lac-Mégantic	5400	rue Papineau
CLE de Sherbrooke (098)	EQ + SQc + FQ + DEC	5	Sherbrooke	70	rue King Ouest
CLE de Coaticook (104)	EQ +SQc + FQ	5	Coaticook	29	rue Main Est
CLE de Maniwaki (097)	EQ + FQ	7	Maniwaki	100	rue Principale Sud
CLE de Hull (117)	EQ + SQc + FQ + DEC	7	Gatineau	170	rue de l'Hôtel-de-Ville
CLE de Papineauville (147)	EQ + SQc + FQ	7	Papineauville	365	rue Papineau
CLE de Campbell's Bay (107)	EQ + SQc + FQ	7	Campbell's Bay	1290	route 148
CLE de Ville-Marie (045)	EQ + FQ	8	Ville-Marie	1	rue Notre-Dame Nord
CLE de Val-d'Or (047)	EQ + SQc	8	Val-d'Or	186	avenue Perreault
CLE de Rouyn-Noranda (027)	EQ + SQc + FQ + DEC	8	Rouyn-Noranda	189	rue Murdoch
CLE d'Amos (002)	EQ + SQc + FQ	8	Amos	262	1ère Avenue Est
CLE de Baie-Comeau (012)	EQ + SQc + FQ	9	Baie-Comeau	625	boul. Laflèche
CLE de La Haute-Gaspésie (031)	EQ + SQc + FQ	11	Ste-Anne-des-Monts	39	boul. Ste-Anne Ouest
CLE des Iles de la Madeleine (049)	EQ + SQc + FQ + DEC	11	Cap-aux-Meules	120	chemin du Gros-Cap
CLE d'Avignon (099)	EQ + FQ	11	Carleton-sur-Mer	314	boul. Perron
CLE de Thetford Mines (041)	EQ + SQc + FQ	12	Thetford Mines	693	rue Saint-Alphonse Nord
CLE de Montmagny (023)	EQ + SQc + FQ	12	Montmagny	116	rue St-Jean-Baptiste-Ouest
CLE de Saint-Georges (074)	EQ + SQc + DEC	12	Saint-Georges	11500	1ere Avenue Est
CLE de Sainte-Croix (137)	EQ + SQc + FQ	12	Sainte-Croix	6375	rue Garneau
CLE de Chomedey-Ste-Dorothée (096)	EQ + FQ + SQc + DEC	13	Laval	1438	boul. Daniel-Johnson
CLE de Berthierville (072)	EQ + SQc + FQ	14	Berthierville	90	place du Marché
CLE de Joliette (014)	EQ + SQc + FQ + DEC	14	Joliette	409	rue Notre-Dame
CLE de Sainte-Julienne (140)	EQ + SQc + FQ	14	Sainte-Julienne	2495	rue Cartier
CLE de St-Jérôme (035)	EQ + SQc + FQ + DEC	15	Saint-Jérôme	85	rue De Martigny Ouest
CLE de Lachute (016)	EQ + FQ	15	Lachute	505	avenue Béthanie
CLE de Saint-Hyacinthe (033)	EQ + SQc + FQ	16	Saint-Hyacinthe	3100	boul. Laframboise
CLE de Sorel (040)	EQ + FQ	16	Sorel-Tracy	375	boul. Fiset
CLE de Valleyfield (043)	EQ + SQc	16	Salaberry-de-Valleyfield	63	rue Champlain
CLE de La Haute-Yamaska (011)	EQ + SQc + FQ	16	Granby	77	rue Principale
CLE de Longueuil (077)	CLE + SQc + FQ + DEC	16	Longueuil	2877	chemin de Chambly
CLE de Brossard (130)	EQ + SQc	16	Brossard	1	place du Commerce
CLE de Marieville (086)	EQ + SQc + FQ	16	Marieville	497	rue Ste-Marie
CLE du Haut-St-Laurent (121)	EQ + SQc + FQ	16	Huntingdon	220	rue Châteauguay
CLE de Drummondville (009)	EQ + SQc + FQ + DEC	17	Drummondville	270	rue Lindsay
CLE de Victoriaville (044)	EQ + FQ	17	Victoriaville	62	rue St-Jean-Baptiste

Points de services de SERVICES QUÉBEC	Lignes d'affaires	Région	Municipalite	#	Nom de rue
Bureau de Saint-Pascal	SQc + FQ	1	Saint-Pascal	395	avenue Chapleau
Bureau de Saint-Félicien	SQc + DEC	2	Saint-Félicien	1209	boul. du Sacré-Coeur
Bureau de Québec	SQc + FQ	3	Québec	787	boul. Lebourgneuf
Bureau de Cap-Santé	SQc + FQ	3	Cap-Santé	433	route 138
Bureau de Château-Richer	SQc + FQ	3	Château-Richer	3	rue de la Seigneurie
Bureau de Cookshire-Eaton	SQc + FQ	5	Cookshire-Eaton	89	rue du Parc
Bureau de Stanstead	SQc + FQ	5	Stanstead	674	rue Dufferin
Bureau de Richmond	FQ	5	Richmond	745	rue Gouin
Bureau de Montréal	SQc + FQ	6	Montréal	2050	rue De Bleury
Bureau de Saint-Léonard	SQc	6	Montréal	7335	boul. Langelier
Bureau de Sept-Îles	SQc + FQ + DEC	9	Sept-Îles	280	avenue Arnaud
Bureau de Gaspé	SQc + DEC	11	Gaspé	39	Montée de Sandy Beach
Bureau de New Carlisle	FQ	11	New Carlisle	87	boul. Gérard-D.-Lévesque

Liste des points de services de SERVICES QUÉBEC au 31 mars 2016

Ligne d'affaires : FQ = Foncier Québec, SQc = Services Québec, EQ = Emploi-Québec, DEC = Directeur de l'état civil

Bureau de Percé	FQ	11	Percé	124	route 132 Ouest
Bureau de Lévis	SQc + FQ + DEC	12	Lévis	44	route du Président-Kennedy
Bureau de Beauceville	SQc + FQ	12	Beauceville	111	107e Rue
Bureau de Saint-Jean-Port-Joli	SQc + FQ	12	Saint-Jean-Port-Joli	442	route de l'Église
Bureau de Saint-Raphaël	SQc + FQ	12	Saint-Raphaël	23	avenue Chanoine-Audet
Bureau de Sainte-Hénédine	FQ	12	Sainte-Hénédine	115	rue Langevin
Bureau de L'Assomption	SQc + FQ	14	L'Assomption	867	boul. de l'Ange-Gardien
Bureau de Mont-Laurier	SQc + FQ	15	Mont-Laurier	585	rue Hébert
Bureau de Saint-Eustache	SQc + FQ	15	Saint-Eustache	236	rue Hémond
Bureau de Beauharnois	SQc + FQ	16	Beauharnois	140	rue Saint-Laurent
Bureau de Bedford	SQc + FQ	16	Bedford	4	rue Adhémar-Cusson
Bureau de La Prairie	SQc + FQ	16	La Prairie	455	boul. Taschereau
Bureau de Lac-Brôme	SQc + FQ	16	Lac-Brôme	550	chemin Knowlton
Bureau de Sainte-Julie	SQc + FQ	16	Sainte-Julie	461	boul. Saint-Joseph
Bureau de Sainte-Martine	SQc + FQ	16	Sainte-Martine	164	rue Saint-Joseph
Bureau de Saint-Jean-Richelieu	SQc + FQ	16	Saint-Jean-sur-Richelieu	320	boul.du Séminaire Nord
Bureau de Vaudreuil-Dorion	SQc + FQ	16	Vaudreuil-Dorion	2555	rue Dutrisac
Bureau de Nicolet	SQc + FQ	17	Nicolet	460	boul. Louis-Fréchette

Autres bureaux de Services Québec	Lignes d'affaires	Région	Municipalite	#	Nom de rue
Bureau du DEC de Québec	DEC	3	Québec	2535	boul. Laurier
Bureau du DEC de Montréal	DEC	6	Montréal	2050	rue De Bleury
Centre de relations à la clientèle (CRC)	SQc (tél)	3	Québec	6655	boul. Pierre-Bertrand
Centre de relations à la clientèle (CRC)	SQc (tél)	11	Caplan	94	boul. Perron Ouest

Source: DDT (données au 31 mars 2016)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-SQ103 (Question 103 du SCT)

Titre :

Nombre de « dossiers citoyens » actif en 2011-2012 à 2015-2016.

Exposé et statistiques :

Au cours de l'exercice 2015-2016[1], 82 859 personnes ont créé leur dossier citoyen[2], ce qui porte à 275 867 le total de dossiers citoyens, depuis la mise en ligne de l'application Mon dossier citoyen en juin 2010. De ce nombre, 182 769 personnes ont utilisé au moins une fois leur dossier citoyen au cours des 24 mois précédant le 29 février 2016.

(1) Du 1er avril 2015 au 29 février 2016.
(2) Nombre de dossiers citoyens créés, déduction faite de ceux que les citoyens ont décidé d'annuler.

SOURCE : Direction générale du portefeuille de projets
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2016-03-16

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-AP121 (Question 121 de Retraite Québec)

Titre : Assurance parentale

Concernant le programme de congés parentaux, préciser :

a) Les dépenses encourues pour la mise en place du programme et ventilation par année
b) Nombre de fonctionnaires et/ou contractuels affecté à la mise en place du programme, ventilation par année
c) État de situation sur l'avancement des travaux quant à la mise en place du programme

La question n'est pas pertinente à l'étude des crédits car le fonds d'assurance parentale est extra-budgétaire.

SOURCE : DGRQAP
COLLABORATION : CGAP
VALIDATION : Patrick Grenier, sous-ministre adjoint au développement des services aux citoyens et à la gouvernance
DATE : 2016-03-11